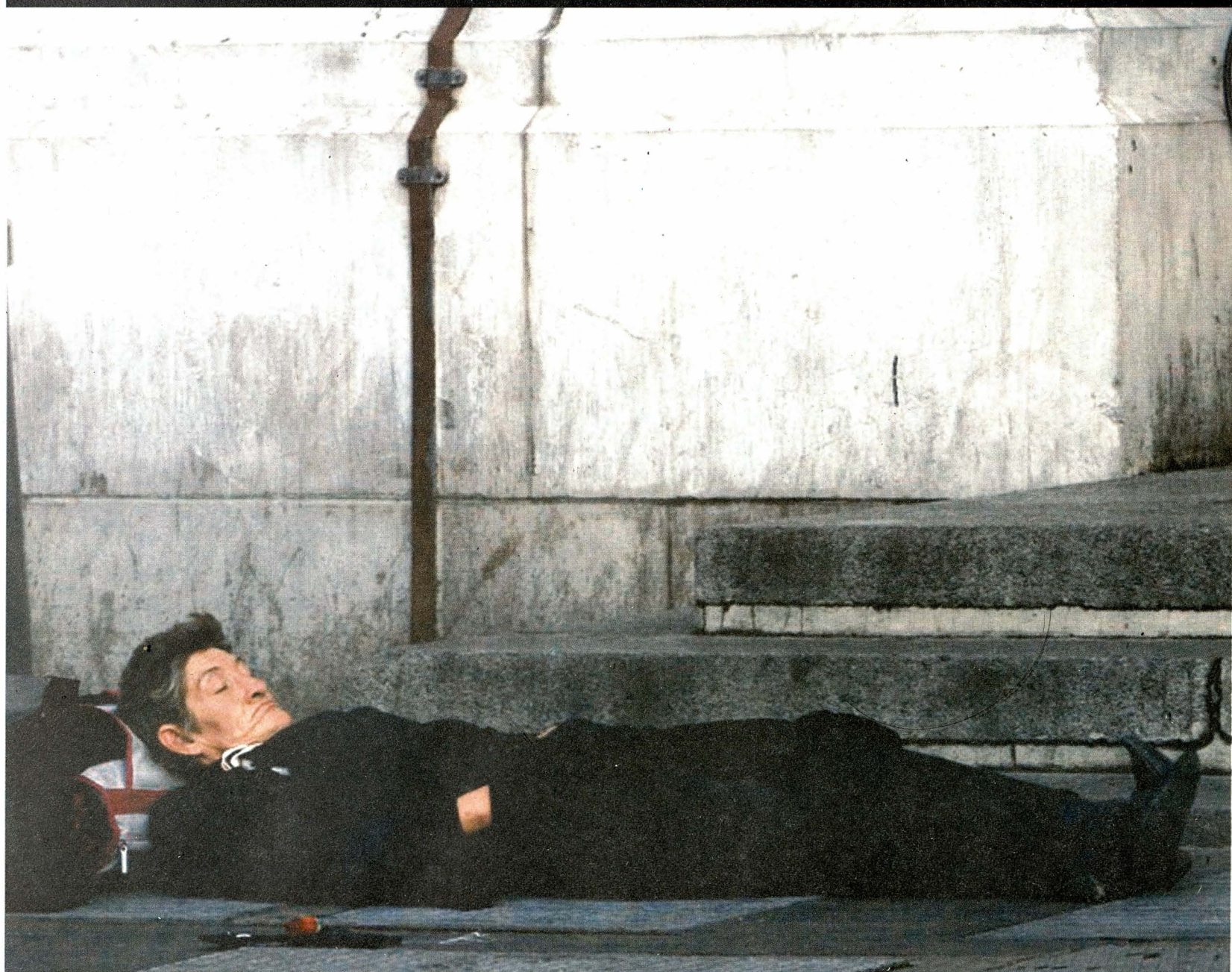


le monde **libertaire**

Sois SDF et tais-toi ?



M 02137 - 1462 - F: 2,00 €



2€

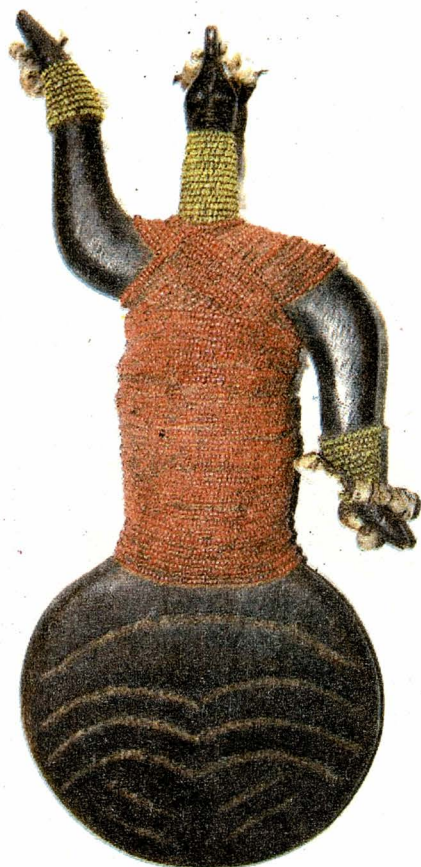
ISSN 0026-9433

« Vous voulez les misérables secourus, moi je veux
la misère supprimée. »

Victor Hugo

hebdo n° 1462

du 25 au 31 janvier 2007



Nouvelles de Palestine, par les relations internationales, page 4

La fécondité polonaise, par M. Topé, page 5

L'autruche, fidèle au poste, par F. Ladriss, page 5

Brèves de combat, page 6

La face cachée de Sarko, par P. Schindler, page 7

Croissez et multipliez? par P. Schindler, page 8

La démocratie totalitaire, par D. Cipriani, page 9

La femme en Iran, par R. Boullard, page 11

Capitalisme et **corps social morcelé**, par J. Monjot, page 15

Anarchistes et syndicats, par G. Kerdivel, page 17

El Violín, par Daniel, page 15

Une note de lecture, par J. Lesage de La Haye, page 19

Valérie Ténèze, selon André Robèr, page 20

Salut Henri, par le CIRA de Marseille, page 21

Le nouvel **Anartiste**, par P. Ducira, page 20

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



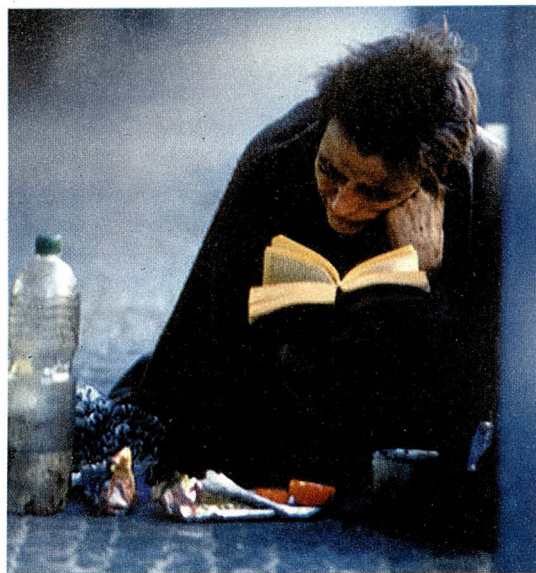
Hormis les propos des bourgeois-candidats à la présidence de la République, que nos bourgeois-journalistes ne se privent jamais de commenter, abondamment, dans les médias qui les emploient, l'actualité de ces dernières semaines aura été marquée par la mise en avant des différents sujets dont « les Français s'inquiètent » à l'approche de l'élection de 2007.

Étant de conviction internationaliste, les anarchistes ne pensent pas que nous puissions, d'une quelconque façon, améliorer de manière réellement significative les conditions de vie de toutes et tous, sans mettre à bas le système capitaliste mondialisé, sans abolir la propriété privée, sans que chaque individu participe à la prise de décision de la vie collective. Cela d'autant plus que les États modernes perdent de leur autonomie en devant obéir, sous peine de sanctions, aux organismes internationaux et libéraux auxquels ils appartiennent.

Toutefois, il est intéressant d'étudier les méthodes employées au pays des droits de l'Homme (et la Femme dans tout ça?), mais aussi dans le reste du monde, pour faire croire à la population qu'on veille sur elle, qu'on est à son écoute, qu'on est là pour répondre à ses attentes, et que l'État qu'elle « choisira » (car nous serions censés avoir le choix) d'ici à quelques mois nous permettra de vivre des jours meilleurs. À condition de ne pas parasiter le travail des politiciens, de leurs polices et des patrons bien sûr, cela va de soi, on nous promet l'Éden sur Terre (en France seulement, évidemment, on ne pourrait « accueillir toute la misère du monde »). Fini, désormais, la sublimation par la religion, le culte de l'éternel, du Dieu bienveillant ou malveillant selon son bon désir. Devrions-nous nous réjouir que notre Seigneur soit « has-been »? Que nenni, Sarkozy, Ségol, Besancenot et tout le troupeau voudrait bien prendre sa place dans les nouvelles émissions de « télé-réalité », dans lesquelles ils pourraient être filmés, chéris, adorés par l'électeur qui, décidément, ne peut avoir que de la foi ou une mémoire vraiment très courte...

Qu'importe qu'on envoie la jeunesse faire son service. Qu'importe qu'on signe une charte écologiste qui n'engage en rien celui qui la signe. Qu'importe qu'on vote une loi pour que les sans-logis et mal logés puissent porter plainte alors que, désocialisés comme ils le sont, la paperasse administrative fera probablement fuir ceux qui en ont le plus besoin. Nos candidats-dieu-bourgeois-super héros-star veillent sur nous... ou nous surveillent, plutôt!

Les enfants indignes



Dimanche 14 janvier, l'AG de Montreuil appelait à se rendre quai de Jemmapes pour « donner la parole aux SDF ». En effet, les enfants de Don Quichotte (à savoir la famille Legrand à Paris) prennent toutes les décisions entre eux, les SDF devant suivre ou quitter le quai. Food not bombs, qui regroupe des individus préparant des repas à partir des restes récupérés sur les marchés et distribuant la nourriture à la gare du Nord, décida de se rendre quai de Jemmapes suite à cet appel.

Sur place, la présence d'une péniche-concert les empêcha de parler confortablement, et l'attroupement de badauds autour d'elle rameuta de nombreux flics...

La distribution de nourriture commence donc un peu plus loin, sur un trottoir face au quai. Une banderole « Food not bombs – bouffe – autogéré » est déployée. Visiblement, le terme autogéré ne sera pas au goût de tous!

L'information sur la présence de cette distribution de nourriture se propage vite sur le camp; l'initiative est en effet appréciée par les SDF, car « cela change de d'habitude ».

Tout se déroule normalement jusqu'à ce que Jean-Baptiste Legrand, accompagné de son Pôpô et de sa Môman, approche pour discuter: « Que faites-vous là? On n'est pas au courant! Je veux savoir ce qui se passe sur MON campement! », etc.

Finalement, il s'en va. Un quart d'heure plus tard, il revient, cette fois escorté par sa vingtaine d'agents de sécurité politique. Le dialogue se cantonne à des menaces, notamment contre les membres de Food not Bombs qui sont déjà passés sur le camp, et en ont été virés. Ainsi peut-on entendre des gentillesse du genre « Je vais te foutre dans

le canal », ou autres hurlements divers...

Pour la forme (et pour montrer qui est le patron), Jean-Baptiste prend l'un de ses hommes par le col, et lui demande de se calmer.

Les SDF présents prennent la défense de Food not Bombs, car bien contents d'avoir à manger!

Malgré la tension, la distribution continue, puis Jean-Baptiste s'en va après leur avoir signifié d'aller dans un coin où on ne les voit pas (puisque le « quai de Thoiry » est assiégé par les journalistes) et de téléphoner, la prochaine fois, avant de venir... Besoin de tout contrôler, par le cercle Legrand, oblige.

Le manque de communication entre les occupants du quai et la mainmise de la famille Legrand font qu'il n'existe aucune forme de solidarité entre les sans-domicile et les sans-papiers.

Aucun n'a jamais son mot à dire, ni sur les fins ni sur les moyens. C'est cette association issue de la mouvance « boboïde de la chrétienté » qui décide de tout, selon sa façon de voir la société, et non selon la réalité vécue par les SDF. Ainsi, les quelques mois d'immersion du comédien n'ont permis que de le préparer à son rôle de bon samaritain face aux caméras.

C'est aux sans-domicile de s'organiser, c'est à eux de définir leurs objectifs et les moyens pour y parvenir. Les arrivistes ne désirent qu'une place devant les caméras, ils veulent canaliser la pauvreté, et surtout ne pas faire de vagues, notamment avant les élections.

DJo

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Apartheid et petites victoires en Palestine

FACE À UN MÉCONTENTEMENT grandissant, l'armée israélienne a décidé, le mercredi 17 janvier, de remettre indéfiniment la mise en œuvre d'un nouvel ordre d'apartheid qui interdisait aux Israéliens et aux étrangers de transporter des Palestiniens en Cisjordanie. Malgré cette petite victoire, le chemin pour mettre fin à l'apartheid en Palestine reste long.

Le 19 novembre 2006, Ya'ir Naveh, le général commandant de l'armée israélienne pour la région centrale, a publié un décret interdisant la conduite de Palestiniens par des Israéliens en Cisjordanie. Cet ordre – exécutant de façon la plus exécutable la politique israélienne de ségrégation raciale – devait prendre effet le vendredi 19 janvier, et allait pour la première fois imposer des pénalités légales sur des membres de différents groupes nationaux se rencontrant dans la sphère privé.

Ce décret est l'apothéose d'une discrimination institutionnelle ciblée et délibérée, conçue pour accroître la domination d'un groupement national sur un autre – la définition légale exacte du crime d'apartheid. Mais le fardeau moral de ce décret est d'autant plus lourd que même sous le régime d'Apartheid sud-africain une telle interdiction n'a jamais été exécutée.

Inspiré par les Freedom Rides (« convois pour la liberté ») des années soixante qui ont aidé à mettre fin à la ségrégation dans le Sud américain, un convoi d'Israéliens et d'internationaux a été organisé en réaction au décret. Celui-ci avait l'intention de transporter des Palestiniens sur une route réservée aux colons, au risque d'arrestations et de peines, en défi contre cette loi raciste.

Tandis que les anarchistes étaient moteurs pour organiser et convaincre des Israéliens et Israéliennes à enfreindre la loi, la volonté à participer est venue de cercles beaucoup plus larges. Des centaines de personnes ont ouvertement et publiquement promis de suivre leur conscience plutôt que la loi – une chose non négligeable dans une société comme en Israël, si dénuée de traditions révolutionnaires et infectée par le fétichisme envers la loi.

Vers minuit mardi, le 16 janvier, l'armée a reculé devant la pression qu'elle subissait et a décidé de geler le décret d'apartheid indéfiniment, juste trois jours avant qu'il n'entre en vigueur. Bien que l'annulation de la mise en œuvre du décret soit une victoire très importante, un danger existe toujours, car le décret n'a pas été complètement retiré, mais simplement remis.

Aussi scandaleux que soit ce décret, il ne surprendra personne qui suit la politique qu'Israël mène depuis quelques années en Cisjordanie. À travers une multitude d'euphémismes sécuritaires, Israël a pu instaurer un régime d'apartheid et de ségrégation raciale extrêmement sophistiqué. De Jenin au nord à Hébron dans le sud, de Qalqilya dans l'ouest à Jéricho dans l'est, la Cisjordanie est divisée en petits îlots isolés et fermés. Cinq de ces « îlots », sous contrôle israélien total, sont aussi isolés et fragmentés en interne. Avec le mur, les colonies, les routes d'apartheid, et d'autres moyens de limiter les déplacements, Israël a réussi à créer une matrice de contrôle presque invisible.

Il est maintenant fondamental que nous ne nous gargarisions pas de cette petite victoire sur le décret comme si c'était la fin de l'apartheid israélien en Palestine. La lutte continue tous les jours – dans les postes de contrôle, sur les routes réservées aux colons, et contre le mur. Il s'agit d'un seul et même combat.

Jonathan Pollak, Anarchistes contre le mur
www.awalls.org

Faits d'hiver

Dans chaque église, il y a toujours quelque chose qui cloche !

L'ÂGE DE LA RETRAITE « SONNANT », Alain Poncar a choisi de venir se retirer à Clissé, une petite commune paisible de Saône-et-Loire. Histoire d'y finir tranquillement ses jours.

Tranquillement, tranquillement, tu parles !

Habitant à côté de l'église du village, ses jours et ses nuit furent, en effet, polluées par le carrousel « diabolique » de cloches sonnantes à tous les vents et, surtout, à toute heure.

Au bord de la dépression, il engagea alors une procédure pour faire cesser cette pollution sonore ostentatoire.

Que croyez-vous qu'il advint ?

Les enrobés d'hermine qui marchent depuis toujours main dans la main avec le sabre et le goupillon viennent, bien évidemment, de le débouter de sa demande.

Nul doute qu'il y ait là matière à s'indigner !

Une fois n'est pas coutume, cependant, on nous pardonnera d'assortir notre indignation d'un sourire ostensiblement narquois.

Notre retraité, avant d'entamer sa croisade contre les cloches démoniaques, exerçait, en effet, la profession de... prêtre et, donc, de...

Il y a assurément quelque chose qui cloche là-dedans !



Chaucre, le 19 janvier 2007
Jean-Marc Raynaud

Brève de cons

Le 18 janvier, 305 recrues de la police métropolitaine britannique se sont menottées entre elles, à Hendon (nord de Londres), pour battre le record mondial du plus grand nombre de personnes menottées. Un tel affront d'outre-Manche ne peut rester impuni. Que toutes les cognes de France se menottent entre elles, qu'on attache le dernier au train d'atterrissage d'un charter quelconque, et qu'on mette définitivement un boulevard aux Anglais dans cette course au record avec une chaîne volante de dizaines de milliers de policiers main dans la main ! Et p'i nous, ça nous f'ra des vacances !

Les bébés en Pologne

Fécondité nationale

LA LECTURE DES STATISTIQUES réserve parfois quelques surprises amusantes. Les chiffres disent les Polonais catholiques à 95 % (orthodoxes et protestants forment les autres 5 %) et 75 % se déclarent pratiquants. Ce qui expliquerait sans doute que le très conservateur et un brin antisémite Lech Kaczynski, du parti Droit et Justice (PiS), dirigé par son frère jumeau, Jaroslaw, soit à la tête du pays.

Lorsqu'on étudie le taux de fécondité des femmes en Europe, on s'attendrait donc à voir la Pologne en tête du tableau en compagnie de l'Irlande, l'autre pays très catholique ou plutôt l'autre pays où le catholicisme a servi de ciment identitaire contre l'oppression (anglaise ou russe).

Or il n'en est rien. La Pologne figure tout en bas avec un taux qui a chuté entre 93 et 2003, en dix ans, de 1,93 à 1,24. Bien loin en tous cas de la France laïque et honnie à ce titre par les dirigeants polonais qui, avec un taux de 2 cette année, se rapproche du cap fatidique permettant la reproduction naturelle (2,2) et tient la tête en Europe.

Bref, nous sommes en présence d'un véritable mystère. Ou bien la Pologne est frappée d'une étrange malédiction divine qui rend stérile les femmes polonaises : à croire dans ce cas, que Dieu s'appelle Jéhovah, Civa ou Allah et qu'il entend punir la trop catholique Pologne. Ou bien ces dernières utilisent

des moyens contraceptifs que le Vatican condamne. Si on exclut l'abstinence massive comme une hypothèse absurde, c'est évidemment l'explication la plus plausible pour les mécréants que nous sommes ; explication corroborée par les statistiques (on y trouve de tout) : en Pologne, le pourcentage de femmes vivant en couple et utilisant un moyen de contraception était déjà de 75 % en 1991. Cela revient à dire que les Polonaises, mêmes catholiques pratiquantes font le tri dans les dogmes et n'appliquent que ceux qui leur conviennent et que, par conséquent, l'Église polonaise n'exerce un contrôle social que très relatif. Dieu merci !

Mato-Topé



Quand l'autruche éternue...

La vérité de la parole

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, QU'ENTENDS-JE ? Villepin, qui se réveille, mi-menaçant, mi-sournois : « **La campagne commence à peine. Laissons-lui le temps de s'épanouir.** » Décidément, quel poète... Et d'avertir, plus loin : « **Il peut y avoir de grosses surprises, parce que l'important c'est ce qui se passe dans la tête des Français.** » Or Villepin, c'est connu, est un fin connaisseur de la psychologie des foules. On a vu ça l'année dernière.

La mère Royal, elle aussi, veut s'occuper du dedans de nos têtes : « **J'entends mobiliser en profondeur l'intelligence du peuple français.** » Mazette, y'a du boulot... Et d'affirmer dans le même mouvement vouloir être « **la candidate de la vérité de la parole** » (sic !). Beau comme du Jean-Paul II...

Un autre dont la langue, ou plutôt le cerveau, a dangereusement tangué cette semaine, c'est monsieur le ministre de l'Intérieur. « **Il y a quelques années, Mitterrand avait eu cette phrase superbe : "Vous n'avez pas le monopole du cœur."** » Superbe, oui. Sauf que ce n'était pas Mitterrand, c'était Giscard, en 1974. Ça fait des bourdes de lycéen, et ça voudrait commander le feu nucléaire... Bon, je sais, Sarkozy, qui chaque jeudi lit attentivement le *Monde Libertaire*, va encore nous accuser de chercher la petite bête. « **J'ai 95 % de la presse contre moi. Et aucun vraiment avec moi** », a-t-il ronchonné il y a peu. Gonflé, pour un type que les journalistes applaudissent debout (voir « l'autruche » de la semaine dernière).

Il faut dire qu'il n'est pas aidé. Se trimballer ce pataud de Xavier Bertrand en guise de porte-parole ne doit pas être facile tous les jours. « **Je ne suis pas aux 35 heures, et je n'ai pas l'intention de m'y mettre** », a péroré le blaireau. Encore quelques sorties de ce genre et l'électeur de base, cette faignasse incapable d'aligner ses 72 heures par semaine, se sentira bien méprisé. Mais n'est-ce pas, après tout, la « vérité de la parole » sarkozyenne ?

Dans le registre des bouffons du roi peinant à exister, Hollande se pose là, lui aussi. Qu'est-ce qui lui prend ? Il ne supporte pas que sa femme travaille ? En tout cas, il a la main leste : « **On a un devoir de victoire, mais on a aussi un devoir de vérité.** » Ça c'est l'aller, voilà le retour : « **On ne doit pas tout promettre pour être élu [...], il ne s'agit pas seulement de gagner une élection.** » Madame est servie... Ah, la « vérité de la parole » n'est pas toujours facile à entendre...

Laissons le dernier mot à Begag, ministre délégué à... oui bon, tout le monde s'en fout. « **L'Arabe de service** » (appelons un chat un chat) s'est fendu récemment de quelques conseils en direction de la jeunesse : « **Allez à la découverte du monde, vous verrez que vous vous sentirez français.** » Certains, quand ils voyagent, se sentent tellement français qu'ils ne reviennent jamais, c'est dire... La France, on l'aime ou on la quitte ? Bon d'accord, on la quitte.

Frédo Ladrissse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Les actionnaires veulent toujours plus de flouze

Le leader du maillot de bain souhaite fermer sa seule usine de production et délocaliser en Chine, alors que le chiffre d'affaires de l'entreprise bat des records depuis 2004. Créée par Adidas, elle a été vendue, en 2001, à une association de fonds d'investissements internationale avant d'être de nouveau cédée l'an passé à un autre partenaire financier. Depuis, les ouvrières, dont de nombreuses femmes seules avec enfants, ont dû faire des sacrifices pour maintenir leur emploi et accepter baisses de salaire, réductions d'horaires et cadences toujours plus infernales, sous les menaces perpétuelles de la direction de délocaliser l'entreprise. « Un véritable esclavage moderne », selon les représentantes syndicales. Une manifestation de soutien aura lieu le 24 janvier à Paris, afin « d'expliquer le véritable rôle des fonds de pension investisseurs et la réalité du capitalisme aujourd'hui ».

Chômage : surprise, le Medef revient sur ses promesses !

Le syndicat des patrons annule la petite augmentation de cotisations décidée l'année dernière, alors que les résultats de l'exercice financier du régime d'assurance chômage pour 2006 ne sont pas encore connus. La CFDT, la CFTC et la CGC ont signé la convention de baisser les cotisations de 0,08 point à compter du 1^{er} janvier 2007. La CGT et FO ont refusé de cautionner l'opération : « Cette contribution va être supprimée au 1^{er} janvier 2007 alors que seulement quatre demandeurs d'emploi sur dix sont indemnisés. Par ailleurs, les centaines de milliers de chômeurs, dont les droits auront été rognés l'année dernière par l'adoption de la dernière convention, ne bénéficieront pas de l'embellie des comptes. Et lors de la négociation sur la future convention, le Medef pourra ressortir l'argument massue du déficit de l'assurance chômage pour réduire encore plus les garanties offertes aux demandeurs d'emploi. »

Quand l'UMP veut autoriser les labos à fliquer les patients

L'Assemblée devait adopter un projet de loi autour du médicament dont l'une des dispositions vise à « régir les actions d'accompagnement des patients soumis à des traitements médicamenteux, conduites par les établissements pharmaceutiques ». Il a provoqué une vive réaction dans le monde de la santé. Des associations aussi diverses que l'UFC-Que choisir, la Mutualité française, la revue *Prescrire* ou le collectif Europe et Médicament ont composé un collectif afin

de « ne pas remettre en cause la règle qui interdit à l'industrie pharmaceutique de faire de la publicité directe pour l'un de ses médicaments ». Pour bon nombre d'associations d'usagers, cela renvoie à la liberté du patient. De plus, ce serait la porte ouverte à « la fidélisation des clients », un des fantasmes du lobby des laboratoires pharmaceutiques, qui perdent chaque année 30 milliards de dollars de ventes parce que des patients interrompent leurs traitements. L'UMP, ce parti des patrons, va-t-il aussi autoriser les grands distributeurs à venir dans nos frigos pour savoir pourquoi on a changé de marque de yaourt ?

Le Faïne drague les jeunes des cités

C'est nouveau, dans le *Parisien*, Le Pen se déclare le meilleur candidat des cités et fantasme : « Beaucoup ne supportent pas Sarkozy, et on s'apprête massivement à voter pour moi. » Pourtant, on imagine mal les « laissés-pour-compte des quartiers en difficultés » séduits par le discours antisocial et identitaire du leader fasciste, alors qu'ils subissent de plein fouet la discrimination sociale. Le vieux FN annonce également « vouloir supprimer par étapes l'impôt sur le revenu ». Cet argument fera-t-il mouche sur une population dont la plupart ne touche que les minima sociaux ? En dernier recours, il a laissé tomber, devant les journalistes, quelques propos de complaisance à l'égard de ses amis négationnistes. S'agit-il d'un message subliminal en direction des jeunes des cités, que le leader poujadiste soupçonne chargés de sentiments antisémites et prêts à se rallier à son discours de haine ?

Les salariés de Metzeler en lutte

L'équipementier a annoncé 310 suppressions d'emplois sur son site de l'Eure, soit plus d'un tiers de l'effectif global. Une partie de la production pourrait être délocalisée, pour cause de baisses des commandes. Sous la pression des donneurs d'ordres, la décision a été prise de délocaliser vers la Tunisie une partie de la finition. Le syndicat majoritaire de l'entreprise dénonce : « Les chiffres de la direction sont truqués. » Nombreux sont les salariés à craindre, à terme, une fermeture du site. Selon un ouvrier de l'entreprise : « Du jour où elle a été reprise par des actionnaires, ils ont tout pompé. » Pourtant, le site internet de Metzeler annonce 10 000 emplois dans le monde, répartis dans 30 usines, et 900 millions de dollars de chiffre d'affaires. Ben oui, plus une boîte gagne de fric, plus les vautours s'engraissent sur sa carcasse, encore chaude !

Les keufs se rebiffent

Tandis que Sarkopen affirme un bilan dans lequel « les résultats sont là », selon un sondage FO-Police, les 5 000 policiers interrogés sont plus sceptiques que leur patron. Plus de 90 % des répondants estiment que leur rapport avec la jeunesse s'est dégradé ces cinq dernières années. 77 % estiment que les conditions d'intervention sur la voie publique se sont plutôt dégradées. 55 % des fonctionnaires de police ont constaté une détérioration de la situation professionnelle, alors qu'un quart d'entre eux pense le contraire. Ils sont 69 % à estimer que leurs conditions de travail se sont plutôt détériorées. Enfin, si 65 % des policiers pensent qu'ils exercent un métier d'avenir, près de 60 % ne le conseilleraient pas à leurs enfants. Nous voilà rassurés : peut-être les pousseront-ils vers la musique et la danse moderne ?

Les cadres rejoignent les ouvriers en grève de GM Strasbourg

Le site de Général Motors, spécialisé dans la fabrication de boîtes de vitesses, qui emploie 1 500 salariés, est entré en conflit social, le 11 janvier, et compte 90 % du personnel en grève. En effet, pour la première fois de son histoire, les cadres de l'entreprise ont cessé le travail, solidarité avec les salariés des chaînes de production, selon la CGT. L'instauration d'un nouveau système de rémunération à la « performance » a mis le feu aux poudres. Les indemnités journalières pour les salariés malades auraient également été supprimées et reversées à la cagnotte destinée au « pot » censé récompenser les plus « efficaces » ! Selon l'intersyndicale, la direction voulait annualiser les RTT et le travail du vendredi pour flexibiliser la production. « Une façon de ne plus payer d'heures supplémentaires en période de forte cadence. » Le service paye a déjà été transféré en Espagne et les RH à une agence d'interim ! Il serait question de sous-traiter le service achats en Allemagne. Enfin, la direction demande désormais à une forte proportion de cadres et employés du centre technique de l'usine de remplacer les ouvriers sur les chaînes de production, sans qu'ils aient aucune formation pour cela, et leur statut ne les met pas à l'abri d'un licenciement s'ils refusent. Cette tentative de diviser les différentes catégories d'employés ne semble pas entamer la détermination des grévistes. Faudra-t-il bientôt que les salariés versent un demi-salaire à leur patron pour pouvoir continuer à travailler pour lui ?

La face (pas tellement) cachée de Sarkopen

L'euphorie du dernier show médiatique a consacré Sarkopen comme « unique candidat digne de représenter l'UMP », un parti jeune !...



ÉLU À 98 %, il dépasse donc le score des 82 % de voix exprimées et récoltées par son vieux frère ennemi Chirac, lors de la dernière présidentielle de 2002. Une époque pas si lointaine, où ce dernier voulait représenter « le seul rempart, de la droite et de la gauche réunies, contre le Front national ». Et voilà déjà cinq ans que ça dure !

Aujourd'hui, Sarkopen essaie, à son tour, de rallier les votes « de gauche ». Mais comment peut-on, aujourd'hui, avec le démantèlement des acquis sociaux et des droits syndicaux, se réclamer encore « de gauche », dans ce pays ? Alors que cette ancienne force a passé son temps à oublier la seule solution raisonnable, efficace et ayant plusieurs fois fait ses preuves : la révolution sociale et directe ?

De plus, les intentions de Sarkopen sont contredites par les extraits de sa dernière conférence de presse. Nous avons sélectionné, en tout état de cause, uniquement les volets de la politique annoncée par Sarkopen et seulement les aspects les plus représentatifs de son populisme cachant mal ses intentions classistes et racistes. Ces dernières ne pouvant échapper aux anarchistes, gens de luttes de terrain, individus antiautoritaires, abstentionnistes et, nous l'espérons, tous nos sympathisants et amis !

Son programme dans le texte

« Pour lutter contre les fraudes, nous devons mettre un terme aux abus de l'aide sociale versée aux ressortissants étrangers. »

« J'ai demandé au Premier ministre d'inclure, dans le projet de loi sur la cohésion

sociale, qui sera présenté mercredi prochain au Conseil des ministres, la suppression du RMI (!) versé à des chômeurs européens venus chercher un emploi en France. C'est une mesure de bon sens ! »

« J'ajoute que les ressortissants européens, contrairement aux idées reçues, n'ont pas le droit de séjourner durablement en France sans condition ¹. »

« Je l'ai rappelé dans une circulaire aux préfets, adressée à l'occasion de l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union européenne. Ceux qui n'ont pas de ressources et qui constitueraient donc une charge pour notre système d'aide sociale n'ont pas le droit de séjourner en France. Il était donc tout à fait légitime de raccompagner dans leur pays, en 2006, 6000 Roumains et Bulgares. Et en 2007, nous continuerons de reconduire à la frontière ceux qui n'auraient pas de ressources minimales pour résider en France. »

« Je le répète : on ne doit pas immigrer en France pour bénéficier d'aides sociales. Notre pays n'a pas vocation à être un guichet social universel ². »

« C'est pourquoi nous ne devons pas différer indéfiniment la réforme de l'AME (aide médicale d'État). Il faut la réserver aux ressortissants étrangers vraiment nécessiteux. Il me paraîtrait tout à fait normal que les autres participent financièrement aux soins qui leur sont dispensés ³. »

« Je souhaite, surtout, préciser un point important : dans mon esprit, le "droit opposable au logement" ne doit pas être reconnu à tous les étrangers présents en France. Il va de

soi que les "sans-papiers" ne doivent pas y avoir accès. Je ne souhaite pas, non plus, que tous les étrangers en situation régulière y aient droit ⁴. »

« S'ils sont arrivés récemment en France, ils doivent encore faire la preuve de leur intégration. Pour moi, seuls les étrangers parfaitement intégrés, titulaires d'une carte de résident de dix ans, auraient vocation à bénéficier du "droit au logement opposable" au même titre que les Français. »

Et bien voilà : tout est dit !

Et vive la France, terre éternelle et historique d'accueil !

Et pour les derniers hésitants, entre la peste et le choléra : élections, piège à cons !

No Pasarán !

Patrick Schindler

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Ah bon ? Alors quid des accords européens applicables, à ce jour, pour par tous les pays de l'UE des 25 ?

2. Oui, oui on se rappelle également d'un discours de gauche qui disait : « On ne peut pas accueillir toute la misère du monde ! »...

3. Tiens, il me semble qu'on a déjà entendu ça dans des discours de Le Pen !

4. Ah bon, alors il faudrait savoir : qui aura droit à quoi, dans son état de non-droits ?

Croissez et multipliez, comme disait « Jésus machin » !

SELON L'INSEE, la France passe en tête des pays européens les plus féconds, avec deux enfants par femme en 2006 (moyenne de l'UE en 2005: 1,52 enfant). Pour une fois, la très catholique Irlande, toujours contre l'avortement et pour le principe catho à la con du « tout ce qui tombe du ciel est béni », passe derrière nous. C'est le collabo Pétain qui serait content et pousserait un grand cocorico! Mais je connais des familialistes vivants (toutes familles politiques confondues) qui doivent également s'en réjouir. De Royal, en passant par Boutin, de Villiers et, bien sûr, tous les patrons, et enfin, Alliot-Marie, trop contente de ramasser de la bonne chair à canon, en cas de guerre (y compris civile?)! Toutefois, dans l'euphorie, il faut toujours relativiser les chiffres, car l'augmentation du nombre de bébés n'est vraie que pour les mères de trente ans et plus. Comme dans le reste de l'UE, elles retardent le moment d'avoir un enfant, pour résoudre des problèmes d'études et de recherche d'emploi; de fait, elles en font deux, une fois qu'elles travaillent.

Surenchère : les femmes au boulot et aux marmots ?

81 % des femmes étaient actives en 2005 (moins de 60 % en 1975). Selon une économiste de l'Insee, toutes les études montrent que « l'emploi n'empêche pas d'avoir des enfants. Au contraire, c'est parce qu'elles travaillent qu'elles sont en situation plus favorable pour avoir des enfants ». Mais que font leurs bonshommes? Ils les inséminent et s'inscrivent direct à l'ANPE? L'étude ne nous le dit pas. Rien non plus sur la répartition des tâches entre les deux sexes. Enfin, tout ce qui nous aurait un peu intéressé de savoir, depuis les

lustres qu'on se bat pour l'égalité! Il ne faut cependant pas trop en demander à l'Institut, ses chercheurs ne sont pas libres de choisir leurs questions!

Des questions sans importance !

Selon les analystes: « Les crèches municipales, la maternelle publique et gratuite, les centres aérés, les colonies de vacances subventionnées, les cantines, ainsi que les aides financières, comme les allocations, les subventions pour les gardes privées, facilitent la conciliation des vies professionnelle et familiale. Contrairement à des pays comme l'Allemagne (où 50 % des femmes qui ont fait des études supérieures n'ont pas d'enfant), qui qualifie de « mères corbeaux » celles qui continuent à travailler, tandis que la société française ne culpabilise pas les femmes qui poursuivent leur carrière après avoir eu un enfant. » L'Institut semble dire, donc, que dans notre beau pays, tout va bien et ce raz-de-marée de naissances a l'air d'être sans conséquence et ne poser aucune question de fond. Par exemple sur le logement, l'emploi, les infrastructures, la rarefaction des ressources, le réchauffement climatique. Enfin, pour ma part, ce sont des questions que j'aurais, peut-être à tort, ajoutées au questionnaire pour appréhender l'état d'esprit de ces jeunes mères... Mais sans doute suis-je « catastrophiste ».

Faschos : c'est pas les immigrés qui font le plus de bébés !

Les populistes et autres xénophobes du pays en sont pour leurs frais. En France, les mouvements migratoires ne contribuent qu'à un quart de la croissance démographique, alors qu'ils représentent 80 % de la hausse de la

population de l'ensemble des vingt-cinq pays de l'Union européenne! Et pan sur le bec des fascistes et racistes et à tous leurs discours nau-séabonds, du type Pascal Sevran et autres George Frêche...

Alertez les jeunes : les Français, bientôt un peuple de vieux ?

À présent, c'est aux gérontophiles de se réjouir, nous allons parler vieillissement de la population. Et que les jeunistes aillent se faire voir dans d'autres pays de l'UE! (ndr: à propos du dicton populaire franchouillard « c'est dans les meilleurs pots qu'on fait la meilleure soupe », la comique « Madeleine Proust » avait ajouté: « à condition d'avoir des carottes nouvelles »!) Bref, pour redevenir sérieux et « jouer les experts »: la France vieillit de plus en plus. En 2006, nous comptons parmi nous 10,3 millions de personnes âgées de soixante-cinq ans et plus. Et, malgré six années de naissances nombreuses, la part des plus jeunes diminue. Ainsi, 25 % des Français ont moins de vingt ans! Eh oui, pauvres chéris, vous voilà bien minoritaires! Il va falloir vous y faire et nous laisser passer devant vous, bien affalés dans nos fauteuils roulants et respecter la priorité à gauche... Permettez! L'étude s'achève, pudiquement, sur le cap de l'espérance de vie pour les femmes, qui a bondi à quatre-vingt-quatre ans, tandis que celles des hommes atteint à peine la limite d'âge pour lire les albums colonialistes de Tintin. Ah! quel beau pays, quel beau pays que le nôtre: « Il pleut des marmots sur la France... Et le reste n'a pas d'importance! »

Patrick Schindler

Milite pour la réconciliation entre les âges et au groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Démocratie, quand tu nous tiens !

Depuis sa parution, le roman *1984* de George Orwell est classé au rayon science-fiction dans les librairies. Aujourd'hui, notre réalité et la société totalitaire décrite dans ce fameux livre se décalquent l'une sur l'autre...

David Cipriani

David Cipriani milite au groupe Makhno de la Fédération anarchiste de la région Rhône-Alpes.

LE DISCOURS DOMINANT, écrasant toutes les voix dissonantes, réussit à instaurer ce que nous pourrions appeler les bases de la « novlangue » : la pensée unique. Dans les médias officiels, cette dernière est relayée sans contre-discours, elle s'impose donc petit à petit comme une vérité. Dans nos démocraties représentatives, les politiciens ont remplacé Big Brother et se posent comme des maîtres dans l'art de la communication et, bien souvent aussi, dans celui de la manipulation.

Ainsi, avec l'expression « faire de la politique autrement », c'est, sous couvert de mettre fin aux débats stériles, aux procès, à la petite guéguerre politicarde entre droite et gauche, nous déposséder définitivement d'une quelconque marge de manœuvre sur le plan politique, dans le champ social, en tant qu'individus critiques. Que les partis politiques décident de se discipliner dans leur spectacle est une chose, qu'ils tentent de blinder encore un peu plus la démocratie représentative en est une autre. Car c'est bien une volonté d'inscrire, par exemple, le non-choix dans lequel nous nous sommes retrouvés lors de la présidentielle de 2002 (une extrême droite ou une droite dure) comme quelque chose d'indépassable et d'irréversible. C'est inscrire cet état de fait comme intrus parmi d'autres facteurs sur lesquels nous n'avons aucune emprise, tels que les imprévus de la vie, le temps, le vieillissement, la mort, etc.

À l'heure où le droit de vote se résume à cautionner le libéralisme et les politiques sécuritaires, l'abstentionnisme actif des anarchistes prend tout son sens.

Médiatiser une certaine facette de la classe politique : leurs pots-de-vin, les fraudes électorales, leur train de vie, leur salaire, sous couvert de « transparence », c'est nous pousser

encore un peu plus au cynisme, nous écœurer un peu plus de la politique pour pouvoir ensuite nous montrer d'un doigt accusateur, en disant que nous ne sommes pas assez concernés, pas assez conscients, pas assez responsables ou pas assez « votants ». Les tenants du pouvoir jouent donc un double jeu en voulant créer des électeurs mais en faisant en sorte qu'ils ne se politisent pas trop non plus. Plus les populations se désintéressent de la politique et se contentent de voter sagement à quelques rares occasions, plus les classes dirigeantes ont les mains libres pour mettre en place le projet de société qui les arrange au mieux. C'est là que se joue en fait la survie de la démocratie représentative, car les intérêts des uns s'arrêtent là où commencent ceux des autres.

Nous avons bien compris ce qui se cache sous le terme de « dialogue social ». Il s'agit, tout d'abord, dans les journaux télévisés, de caricaturer jusqu'à l'extrême les acteurs des luttes sociales en montrant qu'une manif est, au mieux, une récréation d'adultes irresponsables. Dans un second temps, c'est mettre en avant les conséquences contraignantes inévitables des mouvements sociaux, comme la maman qui ne pourra pas aller récupérer sa petite fille à la crèche à cause d'une grève de bus. C'est aussi prendre soin de retenir uniquement les ronchonners de service parmi les personnes interviewées, sur les quais de gare lors d'une grève de la SNCF... C'est ici faire en sorte que l'affectif prenne le dessus en écrasant la réflexion politique de fond : le pourquoi des luttes.

Les désagréments dus aux luttes sociales existent, bien évidemment, nous ne pouvons pas les nier. Se moquer des complications que cela implique pour certains serait du pur





mépris. Restons dans le constructif en étant solidaires des grévistes (pas n'importe lesquels, ex: les contrôleurs des transport en commun qui demandent plus de sécurité).

Mais criminaliser les manifestants et les grévistes en les désignant comme des terroristes et des preneurs d'otages, c'est créer et alimenter des tensions entre les salariés et les usagers et, au final, diviser pour mieux régner en faisant passer les conséquences pour les causes.

On nous parle de l'importance de la liberté de la presse, mais si la liberté de la presse se limite à véhiculer le discours dominant, à quoi nous sert-elle?

Vient ensuite « la réalité économique ». Comprendre ici: le libéralisme. En communication, nous appelons cela un argument d'autorité. C'est poser d'emblée tous ceux et celles qui critiqueront le libéralisme comme des utopistes, des irréalistes, des « perchés ». L'utilisation d'une telle rhétorique est le propre d'une société désireuse de protéger coûte que coûte son économie capitaliste.

Nous pourrions nous pencher sur d'autres termes comme « plan social », « économie sociale », « égalité des chances », « partenaires sociaux », etc.

Réduire la contestation sociale à un trait de caractère, celui du Français râleur par nature et jamais content, c'est vouloir mettre sur le même plan la lutte de classe et les sautes d'humeur. C'est vouloir amalgamer sciemment la critique bête et méchante, la critique stérile et systématique sans fondements réels avec l'esprit critique des individus qui s'organisent en associations, en collectifs, en groupes d'action ou de réflexion. C'est poser comme une déviance, un manque de maturité, ce même esprit critique qui nous permet de toujours rester maître de nos pensées, de nos décisions. De garder un recul nécessaire par rapport à tout ce qui se dit et se fait dans notre entourage (publicité, télé, conversations informelles, prêt-à-penser), nous permettant ainsi d'être et d'agir selon nos convictions profondes, et donc de nous positionner.

Mais certaines positions sont mal venues pour la rhétorique libérale. Si l'on suit son raisonnement, les opposants au développement du marché deviennent des réactionnaires, les anarchistes deviennent des autoritaires, les anti-G8 deviennent des fascistes. On ne peut donc plus exposer ou défendre ses opinions sans être taxé de manichéisme. La plupart du temps d'ailleurs par des gens qui n'ont eux-mêmes pas forcément d'idées sur les sujets abordés et qui, dès qu'ils se sentent dérangés ou dérangés par le débat, vont sortir cette espèce de carte magique sur laquelle est inscrite cette réplique finalement très creuse: « ne soyons pas manichéens » (CQFD: soyons consensuels, obéissants et soumis aux décisions des dirigeants).

Il existe bel et bien des discours qui s'appuient sur la notion réductrice du bien et du

mal, aucun doute là-dessus, ne tombons pas dans ce piège. Mais ne pas faire la différence entre un discours obtus, borné et un discours dissident qui dérange relève, là encore, d'une volonté de verrouiller les débats de société en posant comme unique repère la pensée unique.

Gardons-nous bien de la paranoïa et de la très grossière théorie du complot qui voudrait qu'une sorte d'entité abstraite foment des coups en douce contre le bien-être des populations. Gardons-nous tout autant de la naïveté: face à un tel extrémisme de la part de nos dirigeants successifs, face à une telle radicalité dans leurs propos et les lois qu'ils mettent en place, nous n'aurons pas d'autres choix que de « lutter contre », « résister à », « nous opposer à ». La menace de la case prison ne doit ni minimiser notre motivation, ni nous obliger à revoir à la baisse nos objectifs.

Au-delà du fatalisme véhiculé par les médias et de l'influence négative que cela peut avoir sur nous, sur notre conception des choses, notre vision du monde, gardons bien en tête une certaine période d'agitation sociale: celle de la lutte des étudiants contre la mise en place du CPE. Ce fut l'occasion d'une prise de conscience collective, d'une politisation des esprits, de l'apparition de discussions sur les places publiques, de débats, d'assemblées générales souveraines et de la réappropriation de la parole politique. N'idéalisons pas trop les choses non plus. Mais tout ça montre bien qu'un mouvement social, de fait, ne se borne jamais à la contestation et qu'il est toujours porteur de perspectives de changements, de réflexions et d'actions qui remettent en cause l'ordre établi. Lorsque l'emprise du pouvoir sur les populations vacille, ces dernières se réapproprient spontanément ce qui leur est en temps normal confisqué: la démocratie directe ou le droit de s'organiser, de décider et d'agir par elles-mêmes et dans leurs intérêts. Nous connaissons pour la plupart la façon dont a été traité le mouvement étudiant: répression, emprisonnement. Depuis, des contrats équivalents au CPE ont été mis en place.

Cependant, aujourd'hui, de plus en plus, des forces sociales, pensantes, s'opposent, des forces physiques aussi parfois. Les raisons légitimes de se mobiliser sur le terrain contre les injustices sociales et les occasions de voir réapparaître un mouvement de révolte ne vont sûrement pas manquer. Peut-être les retraités, peut-être les chômeurs et les érémites, peut-être les étudiants une fois encore, ou les « banlieusards », ou tous ceux-là à la fois.

Nous verrons bien, alors, si la rue n'a pas son mot à dire. La rupture ne peut qu'être radicale et complète et, espérons-le, sur des bases autogestionnaires et antiautoritaires. Le train est de toute façon en marche, en attendant le prochain arrêt, organisons-nous pour pouvoir agir.

D.C.

La République française ?

Génial !

Raoul Boullard

LORS DES MANIFESTATIONS qui ont eu lieu il y a quelques années pour protester contre l'interdiction du « foulard islamique » à l'école, en fait contre l'interdiction des signes ostensibles, religieux ou autres, qu'ils soient islamiques ou non, j'avais été frappé par une scène : dans la foule des manifestants, il y avait une gamine, enfoulardée, bien sûr, qui portait une pancarte qui disait : « Notre Constitution, c'est le Coran. »

Cette scène avait provoqué en moi une forte montée d'adrénaline. Les pensées qui avaient alors agité mon esprit étaient peut-être peu orthodoxes du strict point de vue anarchiste, mais je me suis senti tout à coup un fervent partisan de la République française, de ses institutions et de l'idéologie révolutionnaire qui les sous-tend – même si, personnellement, je me réfère moins à 1789 qu'à 1793.

Certes la Révolution française a été une révolution inachevée, de notre point de vue, mais face à cette gamine je me suis senti tout à coup solidaire de la République, malgré toutes ses imperfections. Et aujourd'hui j'assume encore parfaitement les sentiments que j'éprouvais alors.

Il y a peu, je me suis amusé à chercher sur Internet le texte de la Constitution de la République islamique d'Iran. J'y ai trouvé de fort belles choses. Qu'on en juge :

« Article 20 : Tous membres de la nation, femme ou homme, sont égaux et sous la protection de la loi. Ils bénéficient de tous les droits humains, politiques, économiques, sociaux et culturels conformément aux critères islamiques. »

« Article 21 : Le gouvernement doit assurer les droits de la femme à tout égard, conformément aux critères islamiques. »

Certes, un pinailleur pourra se dire que l'expression « conformément aux critères islamiques » pourrait bien introduire des restrictions aux grands principes énoncés. Surtout que cette Constitution qui proclame l'égalité de l'homme et de la femme interdit à cette

dernière d'accéder à la présidence de la République et de devenir juge... Faut quand même pas exagérer !

Quand on traîne derrière soi plus de trente années d'anarchisme, on a tendance à être un peu sceptique devant les grandes proclamations de principes. Et on a en général raison.

D'ailleurs, si on abandonne la lecture de la Constitution iranienne pour se pencher sur le code civil, on constate à quel point le scepticisme est justifié. La Constitution, ce sont les grands principes. Le code civil, ce sont les travaux pratiques.

Article 1105 : « Dans la relation matrimoniale, l'homme a pour devoir premier d'être le chef de la famille. »

Bon, sur ce point-là, on n'a pas de quoi pavoiser, parce que c'était la même chose chez nous il n'y a pas si longtemps (et peut-être l'est-ce encore). Mon épouse et moi avons eu droit au même baratin lorsque nous nous sommes mariés, et lorsque je lui rappelle que le maire m'a légalement déclaré chef de famille, elle hausse les épaules en ricanant. Je ne sais pas pourquoi.

Je me souviens que, il n'y a pas si longtemps non plus, l'épouse devait demander l'autorisation à son mari pour ouvrir un compte en banque. Je parle bien de la France, et pas d'il y a deux siècles, c'était il n'y a guère que quelques dizaines d'années. Ah ! C'était le bon temps !

Mais revenons au code civil iranien :

Article 1117 : « Le mari peut interdire à l'épouse toute profession ou occupation allant à l'encontre des intérêts de la famille ou de la dignité de l'épouse. » Un alinéa de l'article ajoute : « Une femme ne peut voyager sans la permission de son mari. » Ça, c'est aujourd'hui.

Si vous êtes Iranienne et si vous espérez hériter un pactole, il faut bien vous dire que « la femme hérite la moitié de l'homme » (Art. 907).

Pour se marier, il faut être pubère. L'article 1210 du code civil avait initialement établi cet âge à quinze ans pour les garçons et neuf ans



pour les filles, mais pour ces dernières, sous la pression internationale, il a été porté à... treize ans.

Mesdames, vous envisagez de vous marier? Sachez que « le mariage d'une fille qui se marie pour la première fois est conditionné à la permission du père ou du tuteur – grand-père, etc. » (art. 1043). Il est douteux qu'une jeune fille de treize ans ait envie de se marier de sa propre initiative. On peut en déduire que l'« autorisation » du père et du tuteur devient rapidement un « ordre ». Ce que confirme l'article 1041, qui dit que « le mariage avant l'âge de la puberté est interdit, toutefois les contrats de mariage décidés par le père ou le tuteur des fillettes avant cet âge sont validés si les intérêts de la personne sous tutelle sont respectés ». Donc, une gamine de treize ans ou moins peut se faire épouser par un gros dégueulasse de cinquante ans, personne ne trouve à y redire. Et on peut là encore déduire que, dans l'expression: « les intérêts de la personne sous tutelle sont respectés », il faut plutôt comprendre: « les intérêts de la personne [qui a la gamine] sous tutelle sont respectés ».

Et si la jeune épousée rechigne à passer à la casserole, l'article 1108 stipule que « l'homme peut refuser son soutien financier à l'épouse qui ne remplit pas ses devoirs conjugaux ». Qu'on se le dise. En Iran, on ne connaît pas le coup de la migraine.

D'ailleurs, l'homme dispose d'une parade infaillible contre la mauvaise volonté de l'épouse: « La polygamie est permise par la loi pour l'homme jusqu'à quatre femmes légales » (art. 1060). Ce même article dispose qu'« une femme musulmane n'a pas le droit d'épouser un non-musulman ».

Il n'y a pas de différence fondamentale entre le droit sur le statut personnel en Iran et celui qui est appliqué dans les pays sunnites, sauf sur un point, celui du « mariage temporaire », ou *mut'a*, propre à la jurisprudence chiite. Article 1075: « Le mariage temporaire est légal pour une durée variant de une heure à quatre-vingt-dix-neuf ans. » Ça laisse rêveur. On peut aisément deviner à quoi peut servir un mariage temporaire de une heure (parfois cinq minutes suffisent), mais quatre-vingt-dix ans? C'est comme qui dirait un mariage temporaire définitif. Il n'est pas nécessaire de préciser que la dignité des femmes n'est pas la préoccupation principale de ceux qui ont recours à ces pratiques.

Curieusement, cette pratique du mariage temporaire a été adoptée par les fondamentalistes algériens, sunnites, pour fournir une légitimation aux rapt et aux viols de femmes. Cette forme de mariage est en accroissement, même dans les communautés sunnites,

où il était jusqu'alors considéré comme une apostasie, comme en Algérie et au Soudan.

Le viol au sein du mariage n'est pas reconnu. Les conditions posées pour qu'il le soit, telles que le témoignage visuel de quatre hommes, rendent sa reconnaissance impossible. Une femme qui porte plainte pour viol doit s'appuyer sur le témoignage visuel de quatre hommes de bonne réputation. Une femme portant plainte pour viol ou se trouvant enceinte à la suite d'un viol risque de se trouver condamnée pour « immoralité confessée » ou pour « accusation infondée ». Elle risque en général de se retrouver condamnée sur la base d'accusation non fondée ou parce qu'elle a confessé elle-même son immoralité, comme cela est arrivé au Pakistan.

En cas de divorce, l'homme rafle la part du lion, article 1133: « L'homme peut divorcer à tout moment, sans condition préalable ni légale. La femme doit être en mesure d'arguer de raisons valables pour une demande de divorce. » Part du lion également pour la garde des enfants en cas de divorce, article 1169: « Après le divorce, l'homme a officiellement la charge de l'enfant mâle à partir de deux ans et de la fille à partir de sept. La femme perd automatiquement le droit de garde des enfants si elle se remarie. »

En cas de divorce, la garde des enfants est confiée au père. Même un tribunal ne pourra donner préséance à leurs véritables intérêts contre l'autorité du père. Une veuve est sujette à toutes sortes de traitements de la part de la famille de son époux car, selon la loi, le grand-père a le dernier mot sur la vie et la propriété de ses petits-enfants.

Vous avez aimé le Code civil ? Vous allez adorer le Code pénal

Une femme assassinée n'a pas les mêmes droits (si on peut dire) que les hommes: l'article 300 du code pénal stipule que « le prix du sang, dit *diy*, compensation d'un meurtre payée à la famille de la victime, est le double dans le cas d'un homme assassiné que pour une femme assassinée ».

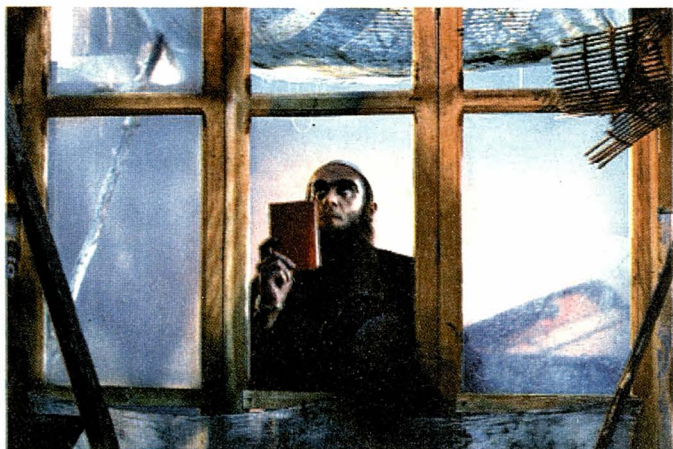
Et encore l'article 209: « Si un homme tue une femme, la famille de la victime doit payer la moitié du prix du sang, ou de la valeur marchande d'un homme prévue par le Code pénal, à la famille de l'assassin pour demander l'application de la peine capitale à l'encontre du meurtrier par la voie du *qessas* [peine capitale selon la loi du talion]. »

En revanche, « si une femme tue un homme, elle est passible de la peine capitale sans avoir à payer le prix du sang. » (art. 258).

Lorsqu'il s'agit de témoigner, même discrimination: « Le témoignage d'un homme vaut le témoignage de deux femmes, même dans le cas d'un meurtre prémédité » (art. 237).

L'adultère, sport national chez nous, devient un sport fort dangereux en Iran. « La lapidation jusqu'à ce que la mort s'ensuive est le châtiment réservé à l'adultère. L'homme et la femme adultères sont enterrés dans un trou

Image extraite du film d'Ariane Mouchkhine, *le Dernier Caravansérail*.



rempli de sable, le premier jusqu'à la taille, la seconde jusqu'au-dessus des seins, et sont ainsi lapidés », dit l'article 102 de la loi sur les châtiments islamiques.

Cependant, la polygamie ne met pas les hommes et les femmes sur un pied d'égalité face au même crime. Un homme marié qui a commis un adultère peut produire un faux certificat de mariage et échapper au châtiement, alors qu'une femme mariée adultère est lapidée à mort.

L'article 104 donne des détails sur la lapidation : « Les pierres utilisées ne devront pas être trop grosses afin d'infliger la mort d'un coup, elles ne doivent pas être si petites qu'on ne puisse leur donner le nom de pierre. »

Un alinéa de ce même article précise qu'« un mari trompé surprenant sa femme en flagrant délit d'adultère peut tuer le couple fautif sans encourir de poursuites. Ce droit n'est pas reconnu pour la femme dans la même situation ». Mais, messieurs, sachez que, même si vous ne convoitez pas la femme de votre voisin (ou celle de votre meilleur ami), « les relations illégitimes n'allant pas jusqu'à l'adultère entre un homme et une femme sont passibles de 99 coups de fouet ».

Sachez également que si vous avez seulement flirté avec la femme de votre voisin du dessus et commis l'adultère avec celle de votre voisin du dessous, vous aurez le droit à la double peine, si on peut dire. Article 89 : « Si l'individu est condamné au fouet et à la lapidation, on le fouettera d'abord et on le lapidera ensuite. » Normal, on ne va pas fouetter un mort, non ?

Pas de complaisance non plus pour ces dames : « Quand une femme malade ou indisposée est condamnée à mort ou à la lapidation, il faut appliquer la sentence » (art. 93).

Enfin, l'article 101 dispose : « Il est bon que le dirigeant religieux notifie aux gens la date de la lapidation et il est requis qu'un nombre de croyants, pas moins de trois, soient présents à ce moment pour exécuter la sentence. » Lapidier ses contemporains est une activité conviviale.

Enfin, dans le registre des frivolités, pour terminer, il existe un code vestimentaire dont les infractions (art. 640) sont passibles de peines allant de trois mois à un an de prison, d'amendes de 1,5 à 6 millions de rials et de 74 coups de fouet. « Les femmes mal voilées arrêtées en flagrant délit en public encouront une peine d'emprisonnement de dix jours à deux mois et 74 coups de fouet. » Des amendes de 5 000 à 50 000 toumans (la devise iranienne) permettent d'échapper aux sanctions. Il vaut mieux être mal voilée et riche que mal voilée et pauvre.

Quels sont les éléments constitutifs d'un délit ?

- Les foulards légers et courts qui ne couvrent pas les cheveux et la nuque ;
- Les chemisiers et les jupes portés sans manteau ;
- Les manteaux courts (au-dessus du genou) ou les vêtements à manches courtes

imprimés de motifs ou ornés d'emblèmes, flèches, signes, marques ou images sur le col ou les parties supérieures et inférieures du manteau ;

- Les shorts ;
- Les socquettes transparentes, en dentelles, de couleurs vives, fluorescentes, avec des imprimés représentant des images vulgaires ;

- Les chaussures voyantes, de couleurs vives ou avec des motifs spéciaux.

Sont aussi interdits les accessoires tels que chapeaux, colliers, boucles d'oreille, ceintures (fluorescentes, avec des incrustations dorées...), bracelets, lunettes teintées, casquettes et bandeaux, bagues, sacs, écharpes d'hommes portées par des femmes, cravates, chapelets, images vulgaires et ridicules ornant les habits ou accessoires de mode tels que têtes de lapin ou d'aigle (symboles de groupes punks), signes symbolisant Rocky ou Rambo, croix gammées, drapeaux étrangers, étoiles rouges.

C'est évidemment un hasard si les mollahs ont pris le pouvoir en Iran en 1979 et que cette même année fut ratifiée la convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'encontre des femmes. L'Égypte fut un des rares pays musulmans à l'avoir signée, mais elle a émis une réserve sur l'article 16 de la convention qui prévoit l'égalité entre hommes et femmes en matière de mariage et de relations familiales durant le mariage et à sa dissolution, parce que ces questions sont régies par la charia.

Après l'accession au pouvoir des fondamentalistes en Iran, les femmes devinrent immédiatement l'objet des attentions du nouveau régime. Peu à peu, elles n'eurent plus le droit de choisir leur façon de s'habiller. Usant de moyens coercitifs, l'État leur imposa de couvrir tout leur corps sauf le visage et les mains. L'usage de boutons de couleurs vives et de maquillage fut interdit. En dépit de punitions sévères en cas de désobéissance, telles que le fouet ou la prison, la résistance se répandit.

Le paradoxe de l'affaire est quand même que, du temps du schah, puisque celui-ci voulait interdire le port du voile, les femmes qui voulaient faire de la résistance contre le régime (sans pour autant partager les options fondamentalistes) se sont mises à porter le voile... Quand les intégristes prirent le pouvoir en 1979, la majorité des femmes n'étaient pas voilées : il a fallu l'exercice de la violence la plus extrême pour l'imposer, même aux non-musulmanes. Imposé par la violence d'État, le voile est devenu aujourd'hui un moyen d'oppression.



Le port du voile n'était pas une tradition majoritaire en Iran. C'est un des mythes concernant les codes vestimentaires des femmes. La plupart des femmes, musulmanes ou non, ne se sont jamais couvertes d'un voile. Les femmes voilées et non voilées ont coexisté pendant des siècles sans que le clergé se préoccupe de le leur faire porter.

La question devint une affaire politique quand le premier monarque Pahlavi tenta d'user de la force pour que les femmes se découvrent, en 1936. Or, lorsque le gouvernement lança sa campagne de retrait forcé du voile, on s'aperçut que peu de femmes le portaient. Des rapports confidentiels, publiés depuis, révélèrent que les femmes dans les zones rurales et tribales (79 % de la population était rurale) n'avaient pas besoin d'être dévoilées car elles ne portaient pas le voile. Les rapports officiels des agents du gouvernement montraient que le port du voile était limité, dans les villes, aux femmes des familles de notables. Le port du voile n'était pas une affaire de religion mais de statut social. D'ailleurs, en France, il y a encore quarante ou cinquante ans, une femme « comme il faut » ne sortait pas dans la rue la tête nue (chapeau ou foulard). Ainsi, un rapport iranien du 29 janvier 1936 déclare : « Les femmes des tribus qui composent la population de cette région n'ont pas porté le voile et maintenant que les autres femmes [d'Iran] accueillent avec faveur cette régénération [le retrait du voile] elles sont satisfaites également. »

On voit donc que les fondamentalistes se fondent sur les codes vestimentaires d'une minorité de femmes des villes pour en faire un universel applicable à toutes les femmes.

La résistance contre le port du voile n'est pas une chose nouvelle ni récente en Iran. Elle est profondément enracinée dans plus d'un siècle de résistance démocratique. Le mouvement Babi appelait à la réforme de la religion et s'opposait aux mauvais traitements imposés aux femmes. L'une de ses leaders était une poétesse, Tahereh Qurrat al-Ain (1814-1854). Bien que le mouvement fût brutalement réprimé, il influença beaucoup d'intellectuels qui s'opposaient à la soumission des femmes à la famille et à la société et qui condamnaient la pratique du voile. Des femmes participèrent à la révolution constitutionnelle de 1906-1911 qui réclamait un système démocratique.

Parmi les cibles des mouvements de libération de la femme du début du siècle dernier, il y avait le port du voile, la polygamie et les restrictions contre leur droit à l'éducation. Dès le début des années 1920, le poète Mirzad-e-ye 'Eshqi' (1894-1924), dans un de ses poèmes les plus connus, « le Linceul noir », dénonça le port du tchador (selon la tradition islamique, le linceul doit être blanc, tandis que le tchador doit être noir). On voit que le combat politique et intellectuel des femmes et des hommes contre le port du voile n'est pas nouveau.

Une question se pose, débordant largement celle de l'oppression des femmes en Iran

et dans le monde arabo-musulman, c'est la question de la nature des sociétés patriarcales. Si on considère que les différents systèmes patriarcaux de pouvoir ne partagent pas des caractéristiques communes, la résistance contre ces systèmes doit se cantonner aux particularismes de chaque culture et de chaque religion. Si, au contraire, on considère que le système patriarcal est un système universel, alors la résistance doit se faire au niveau international. Les revendications concernant l'accès égal à l'éducation, le droit au travail, l'égalité des salaires, l'accès à la contraception et à l'éducation sexuelle, le droit aux services sociaux, à la santé, sont des revendications constitutives de l'émancipation des femmes et de l'égalité des sexes qui ne relèvent en aucun cas de l'imposition d'un « modèle occidental ». Ces revendications ont été, à travers tout le XX^e siècle, celles des femmes iraniennes qui souvent travaillent et sont souvent féroce-ment exploitées. La revendication de l'égalité des droits n'a pas de frontières.

On s'est un peu éloigné de la gamine dont je parlais au début de mon article. Grâce à la République française dont elle fustige la Constitution, elle ne pourra pas se voir interdire l'exercice d'un métier si elle a envie de l'exercer, elle pourra voyager même si son mari n'est pas d'accord, elle ne sera pas obligée de se marier si elle n'en a pas envie, elle ne pourra pas se faire foutre à la porte de chez elle si un soir elle a la migraine, elle pourra même épouser un non-musulman, elle n'aura pas à se taper la présence de trois coépouses, elle pourra témoigner au même titre que n'importe quel homme. Si elle en a marre de son mari, elle ne sera pas lapidée à mort parce qu'elle se sera offert un petit écart de conduite. Et si elle en a vraiment marre de son mari, la garde de ses enfants ne sera pas automatiquement confiée à son ex.

La petite veinarde aura juste à affronter toutes les inégalités – de salaire, d'avancement professionnel, à l'embauche, etc. – que subissent ses consœurs qui ne portent pas le voile.

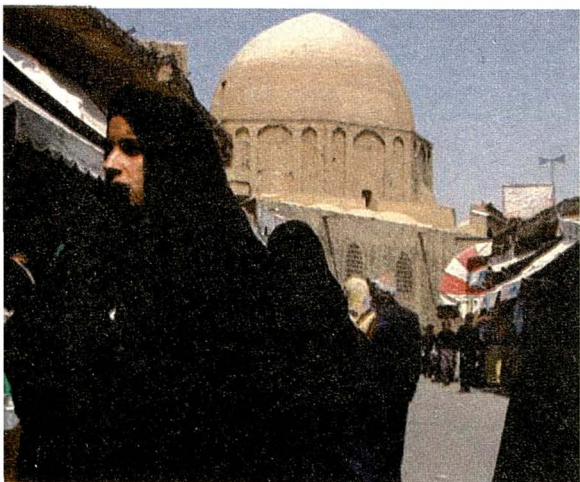
La République française ? Génial !!!

R.B.

PROGRÈS !

Au Pakistan, le Parlement a adopté une loi qui adoucit (ô combien !) la législation relative aux femmes (adoptée en 1979 dans le cadre de l'islamisation du pays). Maintenant, une femme n'aura plus besoin de quatre témoins « bons musulmans » pour prouver qu'elle a été violée et elle n'encourra plus que cinq ans de prison pour adultère, au lieu de la peine de mort qui lui était destinée. On n'arrête pas le progrès !

Article du Monde,
15 novembre 2006.



Capitalisme et corps social morcelé

Le désinvestissement du collectif fragilise l'individu

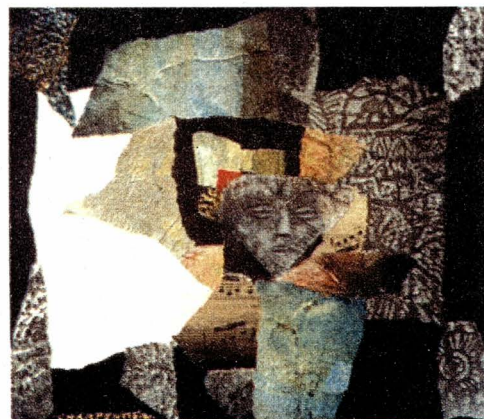
« Dream is over » (J. Lennon)

Jean Monjot

L LE CAPITALISME engendre un morcellement du corps social. Certes, le corps social est imaginaire. Le seul corps réel est celui de l'individu. Mais l'être humain est un individu doué de sociabilité. Il n'y a pas à opposer le social et l'individu, comme le fait le capital, qui prétend défendre l'individu dans une pseudo-individuation de marchandise et sacrifie le social, ou à l'inverse le marxisme, qui ne conçoit qu'un être social fabriqué par les rapports de production économique en ignorant l'individu sous tous ses aspects. L'être humain a besoin de l'autre en même temps que d'une vie personnelle. L'un et l'autre sont complémentaires. La solidarité donne les moyens de la liberté individuelle.

Le capitalisme engendre une schizophrénisation de la société et des individus. L'argent se prétend le seul lien entre les personnes et entre la personne avec elle-même. Mais ce n'est pas un lien. Divisant pour mieux régner, il isole et oppose les individus par la concurrence. L'autre est vécu comme un adversaire dans une émulation malsaine. La motivation peut au contraire se trouver dans la coordination avec l'autre, chacun à sa manière. La concurrence crée une hiérarchisation artificielle sur des valeurs arbitraires, alors qu'il n'y a pas à comparer les capacités de chacun. Cela brise la solidarité et l'égalité d'accès aux services par la privatisation du public. Le corps social se morcelle. L'argent et son profit suscitent l'égoïsme narcissique et la perte du respect d'autrui.

Le travailleur veut gagner plus, le consommateur payer moins. Le travailleur-consommateur s'oppose à lui-même. Si, en plus, il est



Bernadette Charpentier, Perte de sens

actionnaire, il s'exploite comme travailleur et comme consommateur. C'est la schizophrénie. L'argent détruit le lien social et existentiel qui fonde l'identité dans l'unité de la personne.

Le capitalisme pervertit les activités en les concevant pour le seul profit et non pour répondre aux besoins réels. L'activité perd son sens.

Il y a une perte de culture et une perte de sens à nos activités. On sert la « machine » (outil, bureaucratie, institution, entreprise, État, capitalisme, etc.) qui est sensée penser à notre place. Dès l'enfance, l'éducation, c'est apprendre bêtement. Il n'y a plus de place pour une réflexion. Plus de question, ou seulement de fausses questions. Tout devient assignifiant. Mais on rôle dans son coin, on donne aux associations caritatives, on vote, et on croit que ça suffit.

Travail et capital

La lutte du travail contre le capital est la lutte du réel contre un imaginaire tout-puissant. Le capital prétend tout créer, dans le déni du rapport de cause à effet; c'est pourtant le travail qui crée les richesses. Cette perte du rapport de cause à effet entraîne un trouble de la filiation des idées et une fausseté du raisonnement. L'existence du travailleur est volée.

Le capitalisme prône le travail mais le dévalorise en l'exploitant toujours plus pour réaliser du profit. Il dénie au travail l'origine des richesses et l'attribue, à tort, à l'argent, pure abstraction imaginaire qui ne crée rien par lui-même. Le travail est disqualifié par les faux raisonnements de cette



mystification. Ce discours dominant envahit la société où seul l'argent compte et non plus les activités, le travail réel et utile. Exploité, opprimé, licencié, dévalorisé, le travailleur désinvestit une activité qui perd en plus de son sens, conçue pour le profit et non le besoin réel des gens.

L'argent est un symbole sans symbolique, de nature schizophrénique. Totalitaire, l'idéologie capitaliste qui ne dit pas son nom ne conçoit la société que comme un marché, la seule relation est un rapport marchand, la seule existence est chosifiée dans le statut de marchandise avec son prix comme pseudo-individuation et pseudo-identité.

L'argent est une pure abstraction coupée du réel. Le prix ne dit rien de l'objet ou du service et de ses qualités intrinsèques, ni du travail fourni, ni de l'usage, qui varie avec les individus. Apparaît une double existence, réelle avec ses qualités et imaginaire avec son prix, sans liens entre elles. L'argent est une valeur imposée à l'échange et à l'usage à l'encontre de la réalité des personnes. Il y a dissociation schizophrénique entre l'être réel pour soi et l'être imaginaire pour la société.

Le spectacle de la marchandise et son discours dominant, par la publicité, les médias, les classes dirigeantes, envahissent l'espace et le temps pour coloniser les esprits. La mystification qui falsifie la réalité manipule l'opinion. Elle se présente sous une forme narcissique hystérique avec l'égocentrisme, la labilité des identifications, l'inauthenticité des affects. Mais, derrière, c'est un théâtre d'ombres sans vie ni mort, simulacre de vie. C'est un automatisme mental dans un commentaire des actes et de la pensée. C'est l'appareil à influencer du schizophrène.

Un phallus schizophrénique

En période de crise, la pénurie s'instaure en phase de surproduction car le profit accaparé par le capital manque à l'échange et toute la production ne peut être achetée par les salaires, inférieurs au prix de vente du fait du profit. C'est une pénurie artificielle, mais cela reste dans un non-dit. Quinze millions de morts de faim par an dans le monde, alors qu'on produit assez pour nourrir toute la planète... Ce sont les sacrifices humains sur l'autel du capital d'une société barbare.

Le désir imaginaire est sollicité pour consommer plus et le besoin réel n'est pas satisfait faute de moyens financiers. Cette dissociation schizophrénique entre l'imaginaire et le réel engendre une haine psychotique qui peut dériver vers le fascisme. La haine n'est pas un lien mais détruit l'objet, l'autre, comme satisfaction de la pulsion. Pulsion de mort, d'agressivité contre l'autre ou retournée contre soi, elle peut être institutionnalisée et socialisée, justifiée par la société.

Posséder de l'argent, c'est posséder une parcelle de pouvoir à laquelle on s'aliène.

Le capital se prétend tout-puissant, créateur de tout, but et fin de tout, s'auto-engen-

drant par la plus-value. Mais il ne crée rien. C'est un phallus schizophrénique mort.

Histoire de choses – marchandises, avoir en place d'être –, le capitalisme ne fonde ni filiation des idées ni identité, pouvant engendrer un délire d'identité fasciste (nationaliste, idéologique, religieux, etc.).

Cette schizophrénisation casse le lien social et la culture, et se retrouve dans le travail. Il ne s'agit pas de s'occuper du patient mais de bien remplir la paperasserie qui attesterait d'un bon travail, alors qu'elle sert à réduire les effectifs et les moyens pour des soins au moindre coût avant privatisation.

À l'hôpital, ce n'est plus la clinique qui décide des activités mais l'argent, avec une perte de sens du travail. Or le sens et la cohérence sont dans le réel, et non dans l'argent, qui n'est qu'imaginaire. Le personnel de l'hôpital fait son travail consciencieusement non pour l'argent mais parce que c'est nécessaire pour le patient. C'est l'esprit du service public. Pourtant on le culpabilise, pour le pousser à la rentabilité financière, pour privatiser, et non pour l'intérêt des patients. Mais c'est ce personnel, qui croit encore au sens de son travail, qui a raison et non la direction et les autorités de tutelle. Le collectif donne les moyens de défendre ça.

Au niveau de l'établissement, on le démantèle par des privatisations successives, service par service. Le manque de moyens et d'effectifs fragilise l'unité du service et l'esprit d'équipe, par épuisement et par fatalisme. Cette perte du collectif renvoie au schizophrène une image de son propre sentiment de morcellement. Or l'unité n'empêche pas la diversité des individus. La cohésion sociale ne contredit pas la cohérence individuelle.

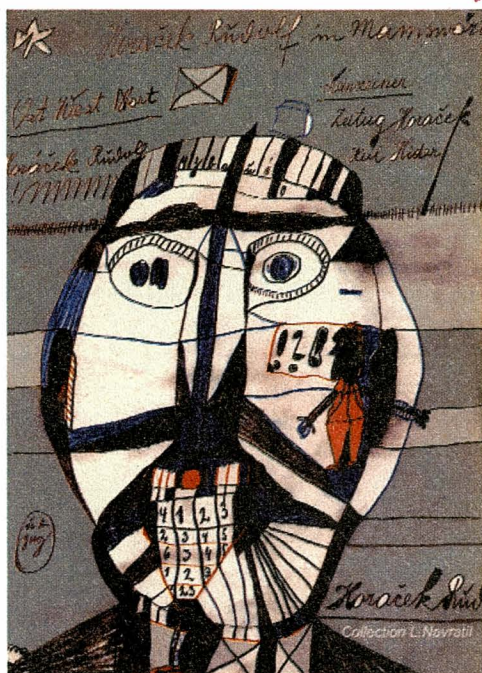
Le collectif est désinvesti. On critique le pouvoir mais on vote pour lui pour le rendre responsable à notre place, dans l'illusion qu'il règlera les problèmes. Il ne suffit pas de râler dans son coin en restant passif. On se réfugie dans le repli sur soi pour se protéger et se préserver une place dans l'incertitude générale engendrée par la société. L'espace où autre chose serait possible se rétrécit.

Face à cela, il faut au contraire réagir, ce qui suppose une mobilisation active, collective et individuelle, et une solidarité. Seul un mouvement social réel changera les choses. C'est notre intérêt à tous. Retrouver un sens à nos activités en fonction de l'être humain et non de l'argent, dans le partage du travail et des richesses donnant une place à tous. On y retrouvera une identité, un lien social et une culture. Mais cela doit venir des gens eux-mêmes et non d'en haut. Et qu'on ne dise pas que ce n'est pas possible. Il suffit de vouloir. Comme en mai 1968, avant que la plupart des partis et des organisations, politiques et syndicales, appellent à voter et à se contenter des maigres résultats des accords de Grenelle plutôt que faire la révolution.

«Dream is over?»

Grève générale!

J.M.



Anarchistes et syndicats

CENT ANS ET DES POUSSIÈRES après l'ordre du jour d'Amiens au congrès de la CGT, quelle est la place des anarchistes dans le monde du travail ?

Voilà une question bien embarrassante à laquelle la nouvelle publication des Éditions du Monde libertaire se propose de répondre, ou tout au moins pour laquelle elle se propose d'établir quelques éléments de réponse.

Nous avons une certitude : le syndicalisme « à la française » vire inexorablement au réformisme, que les propositions d'une certaine candidate ne feraient qu'institutionnaliser finalement. Pourtant, les résistances – j'utilise ici le pluriel pour insister sur leurs différentes formes – s'organisent, provenant des bases et quelle que soit la centrale syndicale. Je pense ici aux agents d'EDF qui n'ont pas hésité à couper le courant d'élus et à le rétablir aux « mauvais payeurs » (sic!) contre l'avis de leurs délégués syndicaux, attachés aux actions traditionnelles des grèves (manifestations, tractages, etc.). Et pourtant, ils ne se disaient pas tous anarchistes !

Face à ces enjeux, qui ne sont finalement guère éloignés du contexte d'il y a cent ans, mondialisation en plus peut-être, les anarchistes doivent interroger leurs modes d'action au sein de structures syndicales variées et parfois à mille lieues de nos options philosophiques.

La publication a donc choisi le travail collectif en faisant appel à différents acteurs anarchistes au sein d'un panel syndical français encore combatif (CGT, CGT-FO, Sud Solidaires et CNT). Les textes ont donc des formes très diverses.

Fabrice, de Rennes, nous propose de revenir sur l'histoire de ce qu'il est convenu d'appeler maintenant la charte d'Amiens et, surtout, de la remettre en perspective. Jean-Pierre Levaray revient sur son thème de prédilection : le travail et son corollaire, le droit à la paresse. Plus terre à terre, Fil Noir, dans sa première contribution, propose au lecteur des pistes et des solutions pour agir en anarchiste au sein de son syndicat, avec le moins de compromis possible. Jean-Pierre Germain propose peut-être le texte le plus provocateur : « Le

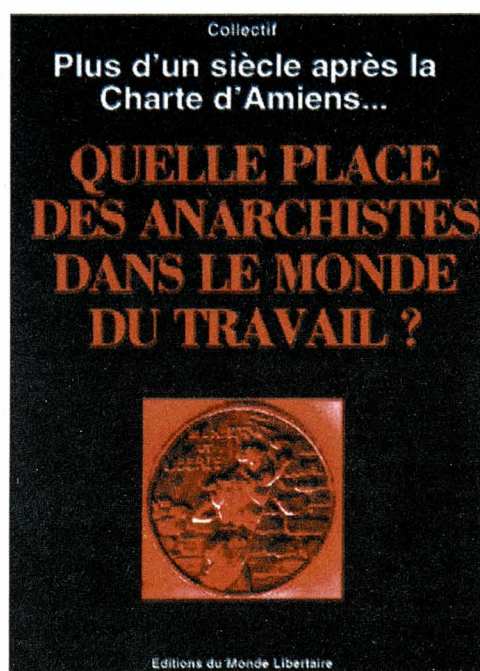
blues de l'anarchosyndicalisme », qui s'intéresse à la place des anarchistes dans les organisations représentatives et celles qui « seraient » plus radicales ; un texte qui nous renvoie à nos contradictions et incite à se remettre en cause. Alain Dervin, lui, offre le regard cénétiste sur le réformisme syndical et sa place dans le récent conflit contre le CPE. Élisabeth Claude, plus simplement, revient sur le débat de la syndicalisation des militants anarchistes, ses risques et ses enjeux. Pierre Gérard a choisi de témoigner sur son expérience de militant libertaire syndiqué au sein d'une entreprise privée, conditions quelque peu particulières qu'il éclaire avec justesse. Un autre texte, presque assimilable à un reportage, nous expose le déroulement du 3^e congrès des Solidaires et un autre le combat contre le CPE à Bordeaux (ce sera la deuxième puis la dernière contribution de Fil Noir). Le tableau n'aurait pas été complet sans le témoignage des chômeurs, miroir des travailleurs dans notre société, éclairés depuis la situation du mouvement autonome des chômeurs, chômeuses et précaires de Rennes. L'ouvrage offre en plus de tous ces textes originaux des annexes historiques dont le texte de la charte d'Amiens et la fameuse lettre aux anarchistes de Fernand Pelloutier.

Disons-le sans détour : la lecture de cet ouvrage m'a enthousiasmée ! Les textes sont tous (ou presque) d'une grande richesse et offrent autant de pistes pour l'engagement syndical. Au point que ce travail mérite une diffusion plus large que les seuls lecteurs anarchistes. Chez nous autres, anarchistes, il a le mérite de réamorcer un vieux débat à partir de nouvelles bases : ce fameux débat sur la syndicalisation et la structure où il serait mieux de se syndiquer, par exemple. CNT or not CNT ? La réponse se trouve finalement plus tard : peu importe la structure, le tout EST d'être anarchiste et d'agir comme tel, sans ambages !

Un livre qu'il faut s'offrir au plus vite, lire et diffuser !

Gwenolé Kerdivel

Liaison Retiers Sud 35



Quelle place des anarchistes dans le monde du travail ? ouvrage collectif, 8 euros

Chèque à l'ordre des « Éditions du Monde libertaire », à retourner à :
Éditions du Monde libertaire,
145, rue Amelot, 75011 Paris

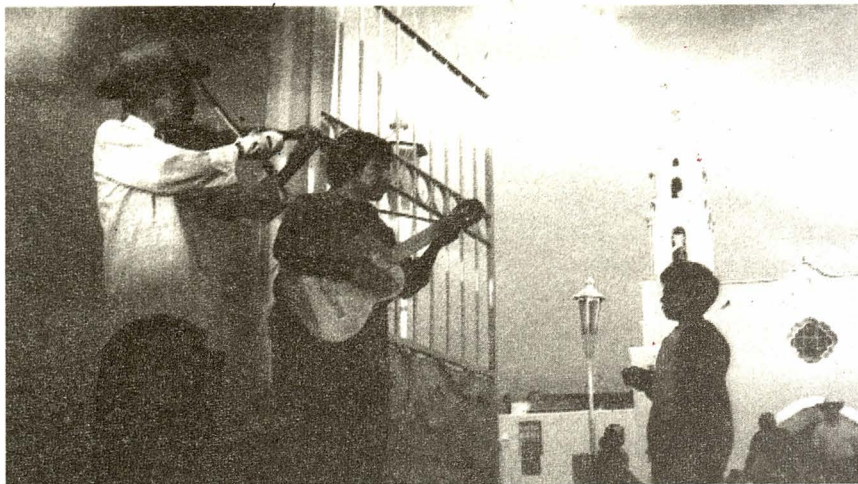
Pour obtenir le catalogue complet de nos ouvrages et pour tout contact :
editions@federation-anarchiste.org
www.federation-anarchiste.org/editions

Éditions du Monde libertaire,
145, rue Amelot, 75011 Paris

Cinéma

El violín

un film mexicain
sur ceux qui résistent



CETTE ANNÉE, le festival de Cannes a primé deux films liés au Mexique : *Babel*, du Mexicain Inarritu (*Amores perros...*), qui a remporté le prix du meilleur scénario et qui est déjà sorti sur les écrans français. Puis, dans la catégorie « Un autre regard », c'est le film du réalisateur Francisco Vargas qui a obtenu le prix de l'interprétation masculine. Vous admirerez la présence à l'écran de Don Angel Tavira.

L'histoire, qui dure une heure trente-huit minutes, se passe quelque part en Amérique latine. Cela pourrait être au Mexique, mais rien ne l'indique de façon certaine. Un vieil homme, à la main droite amputée, part à la ville avec son fils et son petit-fils. Le vieil homme joue du violon, son fils de la guitare, et l'enfant collecte quelques pièces qui leur permettront de survivre un jour de plus. Pourtant, ils vivent dans un village où ils sont eux-mêmes paysans. Mais la misère les pousse à jouer pour un public rare et aussi pauvre qu'eux. En revenant au village, femmes et enfants fuient : les *federales*, les militaires, arrivent, à la recherche de guerilleros et de guerilleras, très présents dans ces montagnes.

Le film a été tourné en noir et blanc, pour alourdir l'atmosphère, assombrir les visages, accentuer la misère et la mort qui rôdent partout. À l'origine de ce projet, un livre, *les Aventures incroyables d'un violoncelle*, de Carlos Prieto. « Ce choix du noir et blanc est aussi un choix qui me permet d'associer une dimension documentaire à mon film », déclare le réalisateur. De fait, des gros plans sur les visages inquiets ou terrifiés, des plans où la vie communale la plus simple s'offre à nos yeux, des panoramiques sur des paysages vastes suintant la désolation... nous donnent cette sensation d'une œuvre à mi-chemin entre fiction et étude sociale d'un peuple brutalisé par la misère et la violence militaire. D'ailleurs, F. Vargas aime à dire que le film de Luis Buñuel *Los Olvidados* l'a marqué.

Cette dimension réaliste voulue par le jeune cinéaste mexicain, qui signe là sa première œuvre, doit beaucoup aussi au fait que seuls quatre acteurs du film sont des professionnels ; tous les autres sont des amateurs, tous connus de Francisco Vargas, puisqu'ils sont tous originaires du même village. « La terre d'où je viens est la même que la leur ; dans mon film, les guerilleros, les villageois, les *federales*... sont issus du même milieu, parfois ont grandi ensemble ; et pourtant, ils font des choix différents. C'est cela qui me fascine, aussi. » C'est la raison d'une séquence qui établit un parallèle surprenant entre les deux armées ennemies, qui ont, pourtant, les mêmes attitudes, dictées par les mêmes hurlements, avec les mêmes mots, dans les mêmes intentions. Que l'on ne cherche pas ici un film supplémentaire où les bons sont ceux-là et les méchants sont ceux-ci : c'est une des dimensions fortes de ce film. « Je ne pense pas que l'usage des armes permet d'accéder à la paix et à la justice sociale, mais je comprends que l'on prenne les armes lorsque c'est la seule voie qui reste. » De fait, il donne à réfléchir avec des situations parfois elliptiques et qui offrent matière à discuter sur l'orientation du scénario.

Le rôle du violoniste dans ce film est essentiel pour comprendre l'intention du réalisateur. « Le peuple et la culture d'où je viens m'ont enseigné que les gens âgés sont ceux qui ont la connaissance et la sagesse ; mais cela

s'oublie : comment considère-t-on aujourd'hui une personne qui ne peut plus produire à cause de son âge ? Quel sort est le sien ? » Dans *El violín*, Don Plutarco est celui qui résiste par la ruse, il « tente » sa vie pour ne pas se soumettre, il sera celui qui jettera l'ultime défi au brutal officier pourtant sous le charme de la musique qui sort du violon. C'est un des bouleversements du film : une personne âgée prend sa place dans la lutte pour la vie et contre l'oppression, au même titre que les jeunes guerilleros des montagnes, mais différemment. C'est un thème fréquent dans le cinéma latino-américain contemporain qui illustre, avec plus ou moins de bonheur, il est vrai, mais avec ténacité, cette thématique de la dignité des « vieux », de leur soif de vivre dignement au milieu des autres et malgré eux : Elsa et Fred, *Conversaciones con mamá*, De l'autre côté de la rue. Comme vous le verrez à la fin du film, la voix de la résistance à l'oppression ne se tait pas toujours... La musique non académique interprétée par Don Plutarco est aussi un coup d'œil à cette culture musicale populaire dont Vargas parle avec respect et à qui il rend hommage dans *El violín*.

Le film, sorti en salles en Grèce et en France (30 copies), sortira en mars en Espagne. Il ne sortira que plus tard au Mexique où les conditions pour orchestrer la sortie d'un tel film sont plus complexes qu'ici. « Je tenais à ce que mon film tourne d'abord à l'étranger, qu'il acquière une sorte de notoriété, avant de le montrer aux Mexicains. » Soyons sûrs que les villageois qui se sont tant donnés pour tourner le film, et Don Angel Tavira – aujourd'hui dans un fauteuil roulant –, apprécieront l'arrivée de ce film devant les yeux des Mexicains.

Longue vie à Francisco Vargas et à l'esprit de résistance du vieux Don Plutarco !

Daniel,
Nîmes



Oui, nous avons hébergé un terroriste de trois ans

CE FURIEUX LIVRE de Thyde et de Jean-Marc est, en fait, un ouvrage collectif. On y retrouve Bertille, leur fille, la Grenouille (le terroriste de trois ans) Chien-Chien, le gentil chien, et le vieux méchant Chat. Sans oublier Mamadou, Marixol Iparraguirre Guenetxea, moi (de la MAF), la Fédération anarchiste et la CNT!

Pour celles et ceux qui n'avaient pas suivi l'affaire, nous y découvrons avec stupeur comment, le mardi 30 novembre 2004, Thyde et Jean-Marc sont arrêtés et placés en garde à vue au commissariat de la ville de Rochefort. Il leur est reproché d'avoir hébergé un petit garçon dont les parents sont des militants basques « présumés » de l'organisation ETA. Nous assistons au cirque habituel d'une arrestation pour terrorisme ou soutien logistique à lutte armée. C'est le cyclone. Tout est fouillé, sondé, voire carrément confisqué et embarqué. Thyde et Jean-Marc, fidèles à eux-mêmes, sont parfaitement polis, mais totalement impertinents et subversifs dans leurs paroles et leurs attitudes.

L'entrée en matière s'est révélée particulièrement dure à digérer pour les pandores. Un petit mot, daté du 31 octobre 2004, était fixé sur la porte: « À vous qui arrêtez déjà ceux qui hébergeaient des enfants juifs lors de la Seconde Guerre mondiale... »

Être anarchiste a toujours coûté cher. En pareil cas, être en accord avec ses idées est sanctionné par l'absurde. Tant pis pour les sbires du pouvoir. Ils ont vraiment le mauvais rôle. Ils vont jusqu'à vouloir faire avouer à leurs « gardés à vue » qu'ils sont complices d'ETA. Et, là, franchement, les gendarmes démontrent qu'ils sont aussi idiots qu'incultes. De surcroît, ils agissent comme de misérables valets de l'État. Où a-t-on vu que les anarchistes sont des adeptes, comme l'écrit si justement Jean-Marc, « du crétinisme nationaliste, d'une lutte armée d'un autre âge et d'un terrorisme à la petite semaine maffieuse »?

Parmi tous les textes que nous pouvons lire dans ce livre de combat, il en est un qui

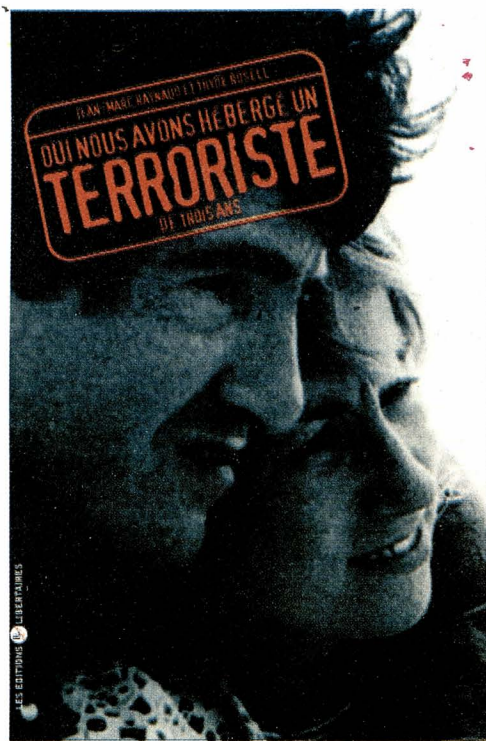
doit retenir particulièrement notre attention. C'est « Terrorisme et extrême gauche ». Jean-Marc l'avait rédigé en 1987 pour la revue les Œillets rouges, qui l'avait publié dans son numéro 2. Il permet de susciter une fois de plus un débat de fond. Partant du communisme et de ses multiples évolutions, marxisme-léninisme, stalinisme, autonomie, crypto-lénino-autonomie, il évoque la RAF, les BR, AD, les Napap, les CCC, les FP25 et le MIL (ces sigles recouvrent l'ensemble des groupes ayant pratiqué la lutte armée).

Jean-Marc ne laisse rien passer: « Fort de l'émotion populaire largement entretenue par un éclairage médiatique amplement mâtiné de show-biznesqueries, le pouvoir a littéralement sauté sur l'occasion pour "socialiser" le terrorisme en habillant désormais toute "déviance" un tant soit peu politique ou sociale du bur-nous terroriste. » La réflexion va très loin. Elle aborde tous les plans: lutte armée, révolution, violence, morale, politique, avant-garde, prise de pouvoir et période de transition. Lorsque l'affrontement avec le capitalisme dérive du social au politique, la révolution sombre dans la réaction...

Gardons pour la fin la réponse des anarchistes que l'on peut trouver dans le chapitre « Voyage au bout de la nuit »: « Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner. Ceux qui ne se battent pas sont sûrs de perdre. Ceux qui luttent collectivement pour un idéal de liberté, d'égalité, d'entraide et d'autogestion, même s'ils ne sont pas sûrs de gagner, sont au moins sûrs de ne jamais perdre. »

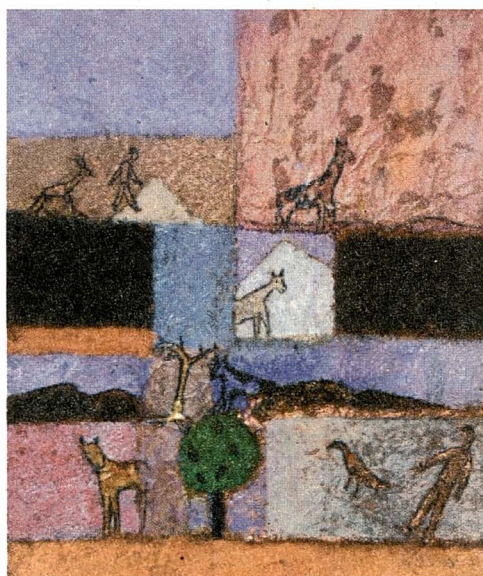
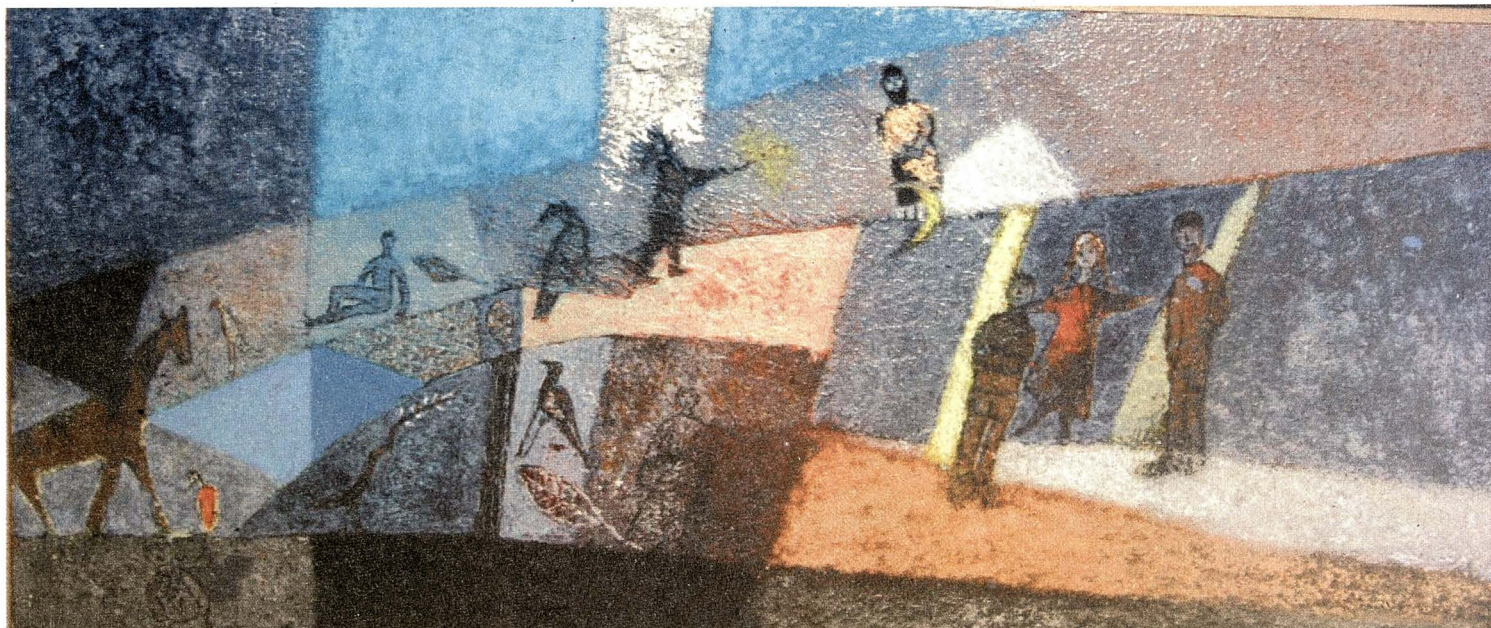
Jacques Lesage de La Haye,
Groupe Berneri de la Fédération anarchiste,
Radio Libertaire, « Ras les Murs ».

Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell, *Oui, nous avons hébergé un terroriste de trois ans*, éditions Libertaires, 12 euros. Disponible à Publico.



Valérie Ténèze,

la culture du rêve



Exposition Valérie Ténèze à partir du 15 février 2007. Vernissage le 15 février à partir de 18h30.

Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris (du lundi au samedi, de 14 heures à 18h30).

L'ŒUVRE de Valérie Ténèze traverse les âges sans aucune ride. Elle garde le même positionnement face à l'histoire qui nous impose de nous éloigner de la figure. Tout est fait pour nous imposer une esthétique officielle sans sujet et surtout sans anecdote, nous dit-on. L'anecdote ou plutôt une forme d'anecdote est le socle de l'œuvre de Valérie Ténèze. Ce souci de l'anecdote se couple à une figuration minimale à la limite du naïf. Mais Valérie Ténèze n'est surtout pas une artiste naïve. Le choix de cette figuration est une volonté. C'est aussi l'aboutissement d'une recherche de plus de vingt ans. C'est donc sa véritable identité qu'elle laisse apparaître à travers son œuvre. La volonté de séduction n'est pas l'objectif principal; elle est présente malgré elle. De grands aplats avec des couleurs pastel impriment le fond des œuvres.

Des scènes de la vie, le plus souvent, composent les tableaux. L'absence du grand format confine sa palette sur des surfaces relativement petites. Cette passion du petit format ne la gêne nullement pour expérimenter des surfaces rugueuses ou souples, qu'elle mêle quelques fois. L'œuvre affirme ainsi sa présence entre cette recherche naïve et la volonté de s'inscrire dans la modernité. Les supports travaillés donnent du relief et lui permettent d'expérimenter le rapport surface/couleurs. La posture originale de Valérie Ténèze traverse

la figuration et cela est une constante et une volonté. Cette dernière explore des territoires qui peuvent sembler dérisoires. Ce retour ou cette volonté de rester sur des territoires qui s'apparentent parfois à la séduction évolue avec le temps; ainsi, des surfaces sombres apparaissent depuis peu.

La séduction en art n'est en rien condamnable si elle s'empare de vrais arguments et si elle ouvre des perspectives esthétiques, et que le positionnement de l'artiste n'est pas dans ce rapport de dénégation du public. Il y a chez Valérie Ténèze cette volonté de recherche et cette volonté de travail pour ouvrir les coins de joies et de souvenirs. L'absence de violence tant dans le contenu, la couleur, que sur le support est une constante. Cette image colle bien au personnage qui ne ferait pas du mal à la mouche qui lui gâcherait ses préparations dont elle seule a le secret. Loin de jouer les analystes, il y en a qui le font mieux que moi, mais il y a sûrement des coins de son enfance qu'elle veut explorer.

Aussi des rêves dans des territoires dont nous ne pouvons soupçonner l'existence peuplent ces peintures. Ce sera donc la première exposition après les travaux d'aménagement de notre librairie Publico, toute de lumière nouvelle vêtue.

André Robér

Salut Henri !

HENRI PORTIER est né le 15 février 1941 à Lorient (Morbihan). Ses parents avaient participé à la Résistance.

Il se définissait lui-même comme « syndicaliste révolutionnaire, pacifiste et antimilitariste, libertaire et anticlérical, pédago Freinet et anti-inspecteur, autogestionnaire et anti-carriériste... surréaliste aussi ».

Alors qu'il était encore étudiant à l'École normale de Vannes, il a participé à un mouvement de grève générale contre la guerre d'Algérie. Il soutenait également le mouvement pour l'objection de conscience mené par Louis Lecoin.

Engagé syndicalement, il a fait partie dès 1962 de la tendance École émancipée de la FEN. À partir de 1966, il a été membre de l'Union des anarcho-syndicalistes (UAS) qui regroupait des anarcho-syndicalistes militant dans les diverses confédérations (FEN, CGT, FO, CNT).

Il a côtoyé Léo Ferré lors de son exil volontaire en Bretagne début 1968 et a organisé, il y a deux ans, l'inauguration d'un collège Léo-Ferré à Ambrières-les-Vallées (Mayenne) aux côtés de Richard Martin.

Professeur d'histoire, il s'était installé à Apt dans le Vaucluse en 1980.

Il a alors participé aux activités du CIRA de Marseille. Il a créé la vidéothèque du CIRA pour laquelle il fournissait des VHS puis des DVD de films ayant un rapport avec l'anarchisme.

Il aimait participer et animer débats et colloques, que ce soit sur l'Espagne de 1936 ou bien sur Louise Michel ou encore plus récemment sur Jacob pour les 40 ans du CIRA.

Membre actif de l'ICEM (Institut coopératif de l'école moderne, Mouvement Freinet), il s'intéressait à l'histoire de ses méthodes et plus particulièrement à l'utilisation du cinéma. Il y a une dizaine d'années, il nous avait fait redécouvrir le film d'Yves Allégret *Prix et profits*. Tout récemment, il a participé à l'édition d'un coffret de DVD sur le thème Cinéma et mouvement Freinet autour du film *L'école buissonnière*. Il avait une grande connaissance du mouvement Freinet à travers le monde. Il nous avait ainsi présenté la personnalité de José de Tapia, militant Freinet hispano-mexicain.

En 1989, il a publié une brochure intitulée *Cinématographe et mouvement Freinet*.

En 1996, il avait fait partie du comité d'organisation du centenaire de la naissance de Célestin Freinet dont la célébration eut lieu à l'Unesco. À cette occasion, il a réalisé un film documentaire intitulé *le Mouvement Freinet*.

Ses recherches portaient sur les rapports entre Freinet et le PC et sur les pionniers du mouvement Freinet de l'entre-deux-guerres.

Il s'intéressait également à l'histoire locale et a donné des conférences dans le cadre de l'association Archipal, association d'histoire et d'archéologie du pays d'Apt et du Lubéron.

Il est l'auteur de nombreux articles parus dans *l'École émancipée*, *le Monde libertaire* et les diverses publications de l'ICEM. La plupart de ses écrits peuvent être consultés sur Internet, sur les sites de l'ICEM et du CIRA.

Henri Portier est décédé le jeudi 4 janvier 2007 à Apt.

CIRA de Marseille

Tchao Manuel

C'est avec tristesse que nous avons appris la mort de notre compagnon Manuel, qui nous a quittés dans des circonstances assez dramatiques...

Bien qu'agé, le dos courbé et marchant difficilement avec sa canne, il continuait d'aller vendre ses poèmes et *le Monde libertaire*, assis sur une chaise dans la rue.

Je me souviens de cette soirée où il discutait avec un passant; il nous racontait l'histoire de la Commune de Paris. Malgré son fort accent espagnol qui nous obligeait parfois à tendre l'oreille, cela n'en était pas moins passionnant.

De la part de tous tes copains anarchistes, merci pour tout et salut à toi compagnon.

Nathan

Groupe Idées noires

Anartiste numéro 9

Depuis 2002, *Anartistè*, la revue du groupe la Vache folle de la Fédération anarchiste, explore les passerelles entre art et anarchie. Cette expérience peut continuer grâce à ses lecteurs et aux artistes qui ont participé récemment à une exposition de soutien. La revue s'intéresse à tous les champs, qu'ils soient poétiques, littéraires, picturaux ou musicaux.

Du côté de l'anarchie, en ces temps d'élections à venir, on relira dans ce numéro un texte de Zo d'Axa toujours d'actualité. Le comédien Jean-Hugues Lime nous dit comment il voit les anars. Quant à Archibald Zurvan, à partir de textes de Proudhon, il recherche ce qui différencie l'anarchie de l'utopie.

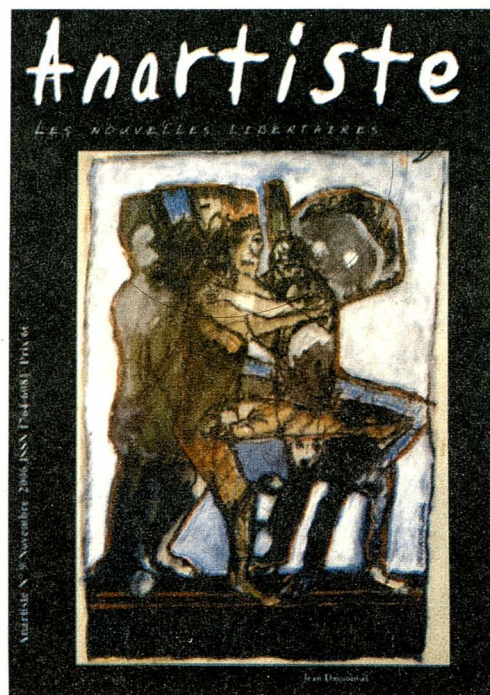
La littérature est présente avec un extrait de la *Chasse au knack*, roman-scénario de 800 pages

de Joël Hubault, un texte rap autour du mot Google par Alain Robinet, des analyses des derniers livres d'André Robèr et de Cathy Ytak...

Au sommaire encore: une évocation musicale de John Cage, des conseils de lecture et plein d'illustrations de Michel Julliard, Jean-Jacques Lebel, Willy, Marie Jakobowicz, Fernando Aguiar, Martin Hefendehl et Cyril Hurel.

Anartiste n° 9, novembre 2006, 40 pages, 6 euros. L'abonnement est de 10 euros (ou plus) pour deux numéros (chèque à l'ordre d'*Anartiste*). Les anciens numéros sont encore disponibles au prix de 6 euros l'un. Adresse: *Anartiste*, 117, rue de la Réunion, 75020 Paris (courriel: anartiste@editionska.com).

Phil Ducira



Radio libertaire

Jeudi 25 janvier

Si vis pacem à 18 heures: Abolir les prisons. Avec Rolland Hénault, écrivain.

Entre chiens et loups à 20 h 30: Art & Anarchie. L'émission sera plongée dans la musique actuelle et ancienne de l'Afrique de l'Ouest, avec en invité Abdaraman Diallo, mécanicien parisien.

Vendredi 26 janvier

Koumbi à 10 heures: Une autre image de l'Afrique. Le 3 février 2007, au Divan du Monde (75, rue des Martyrs, 75018, de 14 heures à 22 heures, entrée libre), aura lieu une soirée de débats autour des causes des migrations. Nos invités seront les organisateurs de cette manifestation: Valérie, Régis (de l'association Survie) et Alain (association Origines). Rencontre en direct, animée par Denis.

Place aux fous à 13 heures: Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Invités Philosophie & Poésie: Dan Vimard & Philippe Tancelin. À l'occasion d'une soirée poétique au Lucernaire (le 29 janvier, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e), nous invitons des membres de la collection « Poètes des cinq continents » (éditions L'Harmattan).

Samedi 27 janvier

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures: Festival Confluences. Depuis quelque temps, en France, l'histoire coloniale a ressurgi sur le devant de la scène, à travers des débats idéologiques parfois nauséabonds. Que ce soit la loi sur « le rôle positif de la colonisation », et l'instrumentalisation de la mémoire collective au profit de visées idéologiques de manière générale, l'histoire devient un enjeu majeur de notre regard sur le présent.

Chroniques rebelles à 13 h 30: Débats, dossiers, rencontres... Espagne 36, état des lieux. Bulletin de critique bibliographique À Contre-

temps, avec Freddy Gomez, et *Pour le bien de la révolution* d'Alber Minning et Edi Gmür.

Deux sous de scène à 15 h 30: Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Tribuna latino-américana à 19 heures: Actualité politique de l'Amérique latine. Véronique Brunet, pour la sortie de son livre *Chili - Sur les traces des mineurs de nitrate*. Le passé de plusieurs générations de la pampa nitrière, grâce aux témoignages de mineurs, mais aussi d'anciens détenus politiques de Chacabuco, coron nitrier abandonné, devenu camp de concentration sous la dictature de Pinochet.

Dimanche 28 janvier

Folk à lier à 12 heures: Musiques traditionnelles. Michel Haumont parlera de son parcours de guitariste, puis de son CD qui va sortir, avec Jean-Félix Lalanne qui sera peut-être présent également. En fin d'émission, présentation du café associatif Le Moulin à café (animé par Serge).

Le Mélange à 17 heures: L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Désaxés à 20 h 30: Le ciné en zone libre. L'actualité du Septième Art, par Nachi et Raki.

Lundi 29 janvier

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse. Les « dérapages » de Pascal Sevrin, l'incident est-il vraiment clos?

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard. Invités: l'association La Cigale et (si possible) Jean Guidoni.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30:

Humour et humeur noirs. Revue de presse politiquement incorrecte... Avec le professeur Dupont d'Isigny, le Marie de Jeanne, Lorenzo, Cédric de la Trique, de l'Ordre des Carmélites Pentus.

Mardi 30 janvier

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures: Des fusiques molles pour fous les tous, émission n° 78. Nous ne diffuserons que des idiophones, autrement dénommés autophones, et peut-être malheureusement quelques membranophones. Plusieurs solutions pour les jouer: les frapper, les gratter, les racler, les entrechoquer, les pilonner, les secouer, les pincer, les frotter...

Pas de quartiers... à 18 heures: Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine. Une faute professionnelle grave aux yeux des (jeunes?) loups qui daignent nous employer: l'activité syndicale! Amandine, syndiquée donc licenciée, et ses collègues, nous racontent en direct comment ça se passe chez Virgin...

Jazz en liberté à 22 h 30: Free jazz et musiques improvisées, autour de quelques guitaristes... Par Gérard Terronès.

Mercredi 31 janvier

Blues en liberté à 10 h 30: Émission musicale blues. Tournées, nouveautés, rééditions.

Le manège à 14 heures: Littérature & cinéma. Lectures jeunesse, avec Christian Voltz, auteur illustrateur, pour son album *Vous voulez rire?* (aux éditions du Rouergue), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Ras les murs à 20 h 30: Actualités des luttes de prisonniers. François Bes, permanent de l'OIP, nous fera le point sur la santé en prison.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 25 janvier **Paris 17^e**

Serge Utgé-Royo en concert du 25 au 28 janvier à L'Européen à 20h15, 3-5, rue Biot. Métro Place-de-Clichy. Parking: 11-12, rue du Forest.

Nîmes

Rencontre solidaire contre la répression avec B. Deceuninck, J.-L. Millet et un déboulonneur de pub, tous poursuivis pour leurs engagements. 20h15, Centre Pablo Néruda.

Vendredi 26 janvier **Paris 17^e**

Serge Utgé-Royo en concert à 20h15, voir jeudi 25 janvier.

Besançon (25)

Présentation du n° 14 de *Charivari* & débat sur les ONG, à L'Autodidacte, 5, rue Marulaz, organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. RDV à 20h30.

Lyon 7^e

Projection du film *Services publics en danger - La Poste: un drôle de pli* de Gilles Balbastre, suivie d'une discussion avec les camarades de la CNT sur la situation à la Poste, à 19h30 à la librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe. Bar de soutien: tous les bénéfices seront versés à la campagne contre l'interdiction de la CNT, 10 % des ventes de la librairie de ce vendredi iront de même à la campagne de la CNT.

Saint-Denis (93)

Rencontre-débat avec Daniel Lefeuve, spécialiste de l'Algérie coloniale, professeur à l'université de Paris 8 et auteur du livre *Pour en finir avec la repentance coloniale*. Une réponse aux vociférations des Indigènes de la République qui, selon leur point de vue, veulent nous soumettre à un acte de repentance collective, à 19h30 à la Bourse du Travail, 9, rue Génin à Saint-Denis (métro ligne 13, station Porte-de-Paris). Organisée par la Société de défense des laïques et le groupe Henry-Poulaille de la Fédération anarchiste.

Samedi 27 janvier **Paris 17^e**

Serge Utgé-Royo en concert à 20h15, voir jeudi 25 janvier.

Vesoul (70)

Manifestation régionale du réseau Éducation sans frontières, pour la régularisation de tous les sans-papiers, la fin des rafles et des expulsions, la fermeture des camps de rétention et l'abrogation des lois racistes, à 14h30, place Renet (place du marché).

Dijon (21)

Concert de soutien au groupe libertaire avec Brassen's not dead, The Ivan Drago's, Chubby Faced, à 21 heures, aux Tanneries, 15-17, boulevard de Chicago.

Lyon 7^e

Présentation des numéros 16 et 17 de la revue *Réfractons - recherches et expressions anarchistes*, à 19 heures à la librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe.

Dimanche 28 janvier **Paris 17^e**

Serge Utgé-Royo en concert à 17 heures, voir jeudi 25 janvier.

Vendredi 2 février **Lyon 1^{er}**

Projection de *Brazzil* de Terry Gilliam, à 20h30, en ouverture d'une exposition artistique sur le sécuritaire, à la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, organisée par les groupes lyonnais de la CGA.

Samedi 3 février **Paris 18^e**

Maurice Rajsus nous parle de ses Mémoires, à 15h30, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Rouen

Rencontre avec Jacques Lesage de La Haye, Histoire de la psychiatrie et de l'antipsychiatrie, autour de son livre *La mort de l'asile*, à

15 heures, à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 3 février **Lyon 7^e**

Réunion d'information avec Hellyette Besse et projection de la vidéo Joëlle Aubron: mon parcours militant de l'autonomie à Action directe, à 15 heures, à La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryffe.

Samedi 10 février **Dijon (21)**

Venez découvrir l'affiche politique et la caricature de 1870 à 1914 avec Michel Dixmier qui présentera en vidéo-projection, avec un commentaire détaillé, un éventail d'affiches et de dessins caractéristiques de l'art social et révolutionnaire de la Belle Époque, à 18 heures, au local libertaire, 61, rue Jeannin.

Lundi 12 février **Bordeaux**

Apéro-tapas et présentation puis débat autour du livre *Du développement à la décroissance* de et avec Jean-Pierre Terrais. Soirée organisée par le Cercle Jean-Barrué (FA, 33) dans le cadre de la tournée de février 2007 organisée par l'Union départementale de Dordogne de la Fédération anarchiste, à 19 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Mardi 13 février **Ivry-sur-Seine (94)**

Le groupe libertaire d'Ivry (FA) vous invite à une réunion publique d'information et de solidarité avec la Commune d'Oaxaca et les révoltes sociales au Mexique. Avec la participation d'un camarade de retour du Mexique. À 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Métro: Port-d'Ivry. Dès 19h30, accueil, bar et petite restauration.

